

PROCESSUS DE NUMÉRISATION

L'indispensable accélération

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a ordonné, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée avant-hier dimanche, l'accélération de la cadence du travail pour entamer la deuxième phase du processus de numérisation, indique un communiqué du Conseil des ministres. Si le Président a pris cette décision, c'est que selon des spécialistes, des réticences accrues sont constatées pour en empêcher l'exécution. P 3



LUTTE CONTRE LE CANCER

Le plan national dévoilé

Le président de la Commission nationale de prévention et de lutte contre le cancer, le Pr. Adda Bounedjar, a indiqué dimanche à Alger que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a donné des instructions concernant la prévention et la lutte contre le cancer en vue d'une meilleure prise en charge des patients.

P 2

APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ DURANT RAMADHAN

L'Etat renforce ses stocks



Le ministère du Commerce poursuit ses préparatifs pour le mois de ramadhan. Hier, le ministre Tayeb Zitouni s'est réuni avec les responsables des marchés de gros. Il a révélé, qu'un certain nombre de mesures ont été prises en coordination avec le ministère de l'Agriculture, dans le but d'approvisionner le marché, d'une manière régulière, en produits de large consommation durant le mois de ramadhan, en assurant que des stocks importants ont été constitués à cet effet.

P 4

UNE DÉLÉGATION DE LA SOCIÉTÉ « BEST FOOD » REÇUE PAR LE DIRECTEUR DE L'AAP

Des italiens vont produire du blé dur à Tougourt

Une délégation de la société italienne «BEST FOOD», conduite par son PDG, M. FEDERICO VECCHIONI et l'ancien Premier ministre italien, M. MASSIMO D'ALEMA, a été reçue par le directeur de l'agence algérienne de la promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, indique l'Agence dans un communiqué. La société italienne s'est montrée prête à mettre en œuvre d'importants investissements agricoles dans le Sud algérien, notamment dans le domaine de la production de blé dur et de semences.

P 16

 **Afrika®**
AgroFood
SALON INTERNATIONAL DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE L'AGRO-INDUSTRIE EN AFRIQUE

20 > 23 MAI 2024
PALAIS DES EXPOSITIONS - SAFEX, ALGER - ALGERIE

COÏNCIDE AVEC

SIPSA®
FILAH
SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'ÉLEVAGE ET DE L'AGRO-INDUSTRIE

 **DJAZAQUA®**
SALON DE LA PÊCHE DURABLE &
DES PRODUCTIONS HALIEUTIQUES

BORDJ BOU ARRERIDJ

Vers le
raccordement
de 90
exploitations
agricoles au
réseau
d'électricité

Plus de 90 exploitations agricoles de la wilaya de Bordj Bou Arreridj seront raccordées au réseau d'électricité "durant l'année en cours 2024", a indiqué dimanche le directeur de wilaya des services agricoles (DSA), Houari Boumediene Rouibi. Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a affirmé que dans le cadre de la mise en œuvre du programme tracé par les autorités de la wilaya en concertation avec la direction des services agricoles en vue d'acheminer l'énergie électrique aux exploitations agricoles, de nouvelles opérations ont été inscrites pour raccorder 90 exploitations à travers la wilaya afin d'encourager les agriculteurs à développer leurs activités, notamment ceux des régions reculées. Les opérations de raccordement de ces exploitations seront effectuées sans paiement anticipée dans le cadre des facilités accordées aux agriculteurs et la stratégie nationale d'encouragement de l'investissement et du développement local pour assurer la sécurité alimentaire, a ajouté le même responsable.

LUTTE CONTRE LE CANCER

Le plan national dévoilé

Le président de la Commission nationale de prévention et de lutte contre le cancer, le Pr. Adda Bounedjar, a indiqué dimanche à Alger que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a donné des instructions concernant la prévention et la lutte contre le cancer en vue d'une meilleure prise en charge des patients.

Synthèse Slimane T

« Nous avons été honorés aujourd'hui par notre rencontre avec le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de l'installation de la Commission nationale de prévention et de lutte contre le cancer. Nous avons présenté à M. le Président un état des lieux sur le Cancer en Algérie et une stratégie de lutte comportant cinq axes », a déclaré le Pr. Bounedjar à l'issue de l'installation par le Président de République des membres de la Commission nationale de prévention et de lutte contre le cancer. « Ces cinq axes sont la prévention, le dépistage précoce, le diagnostic précoce, la recherche scientifique et les modalités pour l'amélioration de la prise en charge du patient », a-t-il ajouté, soutenant que « le Président de la République nous a donné des instructions concernant la prévention et la lutte contre le cancer en vue d'une meilleure prise en charge

des patients en Algérie ». « Le Président de la République nous a également instruit de lui remettre un rapport périodique, dont le premier lui sera remis dans 03 mois pour lui faire part de la situation des patients en Algérie et des solutions envisageables à prendre dans les meilleures délais », a poursuivi le Pr. Bounedjar. Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a procédé, dimanche, à l'installation des membres de la Commission nationale de prévention et de lutte contre le cancer, créée en vertu d'un décret présidentiel, en plus d'un autre décret fixant sa composante constituée de (06) membres. L'installation s'est déroulée en présence du Directeur de cabinet à la Présidence de la République, des ministres de la santé, de l'Industrie et de la Production pharmaceutique et du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, ainsi que du président de l'Agence nationale de la sécurité sanitaire et du Directeur général de la

Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) ». La présidente de la Commission nationale de prévention et de lutte contre le cancer, le professeur Adida Bonjar, a déclaré après l'inauguration de son instance par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, que « son instance a présenté au président Tebboune un exposé actuel sur la situation du cancer en Algérie ». Le ministre de la Santé avait fait état de la réalisation de « 21 centres anti-cancer, auxquels s'ajouteront 4 autres d'ici 2025, ainsi que la décentralisation de la chimiothérapie qui est assurée au niveau local afin d'éviter les déplacements et assurer le rapprochement de la santé du citoyen ». Il a aussi annoncé également, samedi dernier à Alger, en marge de l'inauguration de la 7e édition du salon national de l'information sur le cancer « Sican 2024 », que 20 milliards de DA sont alloués pour l'acquisition de traitements innovants.

ALGÉRIE-JAPON

Lancement de la 2^e phase du projet de la cogestion de la pêche artisanale

La deuxième étape du projet de coopération technique entre le ministère de la Pêche et des Productions halieutiques et l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) relative à la cogestion de la pêche artisanale vient d'être lancée, a indiqué à l'APS, une responsable au ministère. D'une durée de deux ans, cette deuxième phase concerne particulièrement la promotion de la pêche artisanale et sera encadrée par un expert japonais, spécialiste dans la cogestion de la pêche artisanale et des récifs artificiels, a précisé la sous-directrice de la pêche artisanale, côtière et au

large, au ministère, Naima Mouchouka. Relevant que des sites pilotes dans les wilayas de Skikda, Tizi Ouzou, Tipaza et Oran ont été retenus dans le cadre de cette coopération, la même responsable a expliqué que l'expert japonais devra accompagner les actions engagées pour la mise en place de récifs artificiels dans ces sites. Dans les détails, Mme Mouchouka a souligné que dans la wilaya d'Oran, l'expert s'étalera à accompagner, sur le plan technique, l'association écologie marine Barbarous dans son projet de récif artificiel implanté dans

la baie de Bousfer, sur une superficie de 10 hectares. Au préalable, les études de faisabilité de ce projet ont été effectuées par les chercheurs et académiciens de l'université d'Oran 2 alors que la coopération algéro-japonaise dans ce projet concerne le suivi de l'évolution du projet, souligne-t-on. Pour les autres sites pilotes, des plans d'actions ont été établis, a ajouté la même responsable soulignant que des réserves sur le projet de récif artificiel à Skikda ont été formulées par l'instance habilitée et l'accompagnement sera axé sur la levée de ces réserves.

La première étape de ce projet de coopération relatif à la cogestion de la pêche artisanale avait concerné la formation des cadres de l'administration de la pêche, les professionnels ainsi que des membres des associations du même secteur. Les récifs artificiels peuvent être des récifs de "protection" réduisant les nuisances liées au chalutage illégal dans la bande côtière, des "récifs paysagers" dont le rôle est récréatif et ludique (plongée sous-marine, pêche récréative...), ou encore des récifs "de production" (véritable maisons à poissons, créateurs de biodiversité et de biomasse).

SALON INTEGRATED SYSTEMS EUROPE (ISE 2024)

LG présentera LG Business Cloud

LG Electronics (LG) s'apprête à dévoiler sa plateforme de solution cloud innovante, LG Business Cloud, à l'occasion du salon Integrated Systems Europe (ISE) 2024. La nouvelle plateforme pratique permet aux clients professionnels de naviguer et de s'abonner à LG. solutions cloud d'affichage numérique et gérez-les toutes à distance. LG Business Cloud est compatible avec plusieurs gammes d'affichage numérique LG, notamment les écrans Micro LED, les téléviseurs commerciaux, l'affichage OLED transparent et les écrans

LED. LG Business Cloud permet aux clients d'établir une solution cloud commerciale pour leur affichage numérique LG avec un processus d'inscription simple et unique. En plus d'éliminer le besoin de parcourir plusieurs pages différentes, de soumettre des demandes de renseignements et d'interagir avec des représentants commerciaux, la nouvelle plate-forme propose des vidéos éducatives (du niveau débutant au niveau expert) répondant à divers besoins commerciaux et expliquant comment tirer le meilleur parti des offres cloud spéciali-

sées de LG. . De plus, la structure de LG Business Cloud améliore le confort d'utilisation, permettant de répondre aux demandes des clients directement sur le site Web. La plate-forme comprend la solution de gestion de contenu (CMS) d'affichage numérique LG SuperSign Cloud et LG Pro:Centric Cloud, le CMS de la société axé sur la télévision hôtelière. Ces solutions offrent aux utilisateurs la possibilité de personnaliser le contenu (par exemple, les messages de bienvenue, les informations sur les installations et les

promotions) affiché sur leur affichage numérique LG et de configurer des programmes d'affichage. LG Business Cloud propose également la solution de gestion à distance LG ConnectedCare, qui surveille activement les performances/l'état de la signalisation LG et envoie rapidement des notifications par e-mail si des événements inattendus sont détectés. De plus, LG ConnectedCare permet aux utilisateurs de régler à distance divers paramètres de signalisation, tels que la luminosité et le volume de l'écran.

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

PROCESSUS DE NUMÉRISATION

L'indispensable accélération

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a ordonné, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée avant-hier dimanche, l'accélération de la cadence du travail pour entamer la deuxième phase du processus de numérisation, indique un communiqué du Conseil des ministres. Si le Président a pris cette décision, c'est que selon des spécialistes, des réticences accrues sont constatées pour en empêcher l'exécution.

Par Reda Hadi

La numérisation est décisive dans le développement de notre pays, et les pouvoirs publics ont affirmé que le processus de numérisation devrait s'accélérer au cours des prochains mois au regard du plan d'action quinquennal mis en place. A ce sujet, ces dernières années, l'accélération du processus de numérisation a été placée au sommet des priorités de l'Etat. Les premières retombées des projets mis en œuvre sont déjà perceptibles dans plusieurs secteurs clés du pays. En effet, indéniablement l'Algérie avance vers la dématérialisation totale des services publics. Et tous les membres du gouvernement activent en ce sens. Aussi, un plan d'action a été établi. Ce plan d'action 2024-2029, en cours de concrétisation a pour objectif d'«asseoir un nouveau modèle de gestion de l'administration et des instances publiques permettant d'améliorer la relation entre l'administration et le citoyen et de simplifier les procédures administratives en assurant des prestations rapides et de qualité ». Le président de l'Observatoire national de la société civile, Nouredine Benbrahem, avait mis l'accent sur l'importance de ces plateformes numériques pour développer le mécanisme de partenariat et consacrer la culture numérique dans la société. Si les pouvoirs publics affichent leurs déterminations, la numération tarde à réellement à se concrétiser, de par les lourdeurs administratives et parfois d'incompréhension ou de mauvaises interprétations des textes. Ces réticences ont interpellé le Direc-

teur de l'Ensi (Ecole nationale supérieure de l'informatique), pour qui, « il faudra lutter contre les résistances au processus de numérisation». Pour ce responsable, « la numérisation est le bon chemin à prendre, car les pays qui ont réussi ont placé cette action au plus haut niveau de l'Etat ». Dans une déclaration à la radio, il a souligné que «tous les secteurs du pays sont concernés et tout le monde devra travailler, de manière coordonnée, dans le même sens pour réussir ce challenge ». A la question de savoir comment accélérer cette cadence et rattraper le retard accusé dans la numérisation de l'ensemble des secteurs, il a expliqué qu'« il ne s'agit pas d'une industrialisation où nous avons besoin de gros matériels. Le retard est rattrapable. Il faudra de la volonté, une feuille de route, une stratégie et laisser travailler ceux qui sont engagés dans ce processus». Il faudra des personnes qui prennent à bras-le-corps ce genre de projet avec une ressource humaine qualifiée, car c'est la clé du succès. S'il y a un domaine qui devra être plus agile dans cette mutation, c'est bien la formation. Aujourd'hui, il faut former pour les besoins du pays certes, mais faudra-t-il aussi former aux standards internationaux auxquels on est appelés à s'inscrire. Après, il faut un dialogue entre tous les partenaires de tous les secteurs pour identifier leurs besoins en formation et créer justement une synergie.

« Lutter contre la résistance »

Abordant la résistance qui risque de freiner le processus de numérisation en Algérie, ce responsable estimé qu'«il

faudra imposer une stratégie et une feuille de route. C'est très important, sinon chaque entité ira dans son sens. Du coup, il faut un chef d'orchestre qui mène le projet et coordonne les efforts (...) Je ne crois pas trop au choc générationnel, moi-même je suis âgé et je crois au numérique ! ». La résistance au processus de numérisation est humaine et il faut lutter contre cette fermeté à vouloir travailler avec des méthodes révolues. Il faut convaincre et imposer de nouvelles méthodes. Pour rappel, en Algérie, l'année 2023 a connu une accélération du processus de numérisation. Sous les ordres du chef de l'Etat, plusieurs secteurs clés ont été modernisés, notamment le domaine national, les impôts, les douanes, la santé, l'identité numérique. En ce qui concerne l'éducation, plus de 46 plateformes numériques destinées à la formation et à la recherche ont été lancées par le ministère chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Dans le secteur du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, de nombreuses plateformes ont également été lancées avec pour objectif de réduire les délais de prise en charge des préoccupations des citoyens et de leur éviter les déplacements vers ces structures. Pour veiller à l'exécution de tous ces projets, le chef de l'Etat a mis sur pied, en septembre, un Haut-commissariat à la numérisation. L'institution est chargée de concevoir la stratégie nationale de la numérisation et d'en assurer le suivi et la mise en œuvre.

ORAN

Le DG des Douanes insiste sur l'adhésion impérative au processus de numérisation

Le Directeur général des Douanes algériennes, le Général-Major Abdelhafid Bakhoucha a insisté, dimanche à Oran, sur l'impératif pour les Douanes de s'engager dans le processus de numérisation, soulignant son importance pour garantir la transparence. M. Bakhoucha a entamé sa visite d'inspection dans la wilaya en se rendant au siège de la Direction Régionale des Douanes à Oran, où il a mis l'accent dans son allocution prononcée, en présence des autorités locales, des cadres et des agents des douanes, sur la nécessité d'adhérer à l'opération de numérisation. Il a également souligné l'importance du service des Douanes dans la protection de l'économie nationale par la lutte contre les divers fléaux, à savoir la contrebande, la fraude et le gonflement des factures. Le Directeur général des Douanes algériennes a donné des instructions pour prendre toutes les mesures devant accélérer les relations avec les opérateurs économiques en matière d'opérations d'exportation afin de renforcer le Trésor public en devises fortes et de faciliter l'exportation des produits nationaux vers les pays amis et frères. De son côté, le Directeur régional des douanes d'Oran, Zeroual Chaabane, a souligné que sa direction s'emploie à consacrer tous les efforts pour surmonter les obstacles auxquels se heurtent les opérateurs économiques et les investisseurs et lutter contre toutes les formes de fraude, de contrebande et de criminalité transfrontalière, en s'appuyant de plus en plus sur les systèmes d'information pour accroître et développer les services et les solutions numériques. Il a également souligné que la Douane algérienne a été la première à numériser son secteur à travers le nouveau système d'information "SAS", qui œuvre à rendre les frontières intelligentes pour faciliter la circulation des marchandises et des voyageurs. D'autre part, lors de sa visite à l'Inspection des douanes à Oran-Port, M. Bakhoucha a souligné la nécessité de généraliser la formation sur le nouveau système d'information pour la gestion douanière.

R. E.

FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

Croissance des crédits de 5,82% à fin septembre 2023

Le montant des crédits accordés à l'économie a atteint 10.703,64 milliards de dinars (DA) à fin septembre 2023, soit une hausse de 5,82% par rapport à décembre 2022 (10.115,24 milliards DA), a indiqué la Banque d'Algérie (BA), dans une note de conjoncture publiée lundi. Les stocks des crédits octroyés à l'économie sont réparties entre celui accordé par les banques publiques avec 9.124,94 milliards DA à fin septembre 2023 (+ 5,44% par rapport à fin 2022), et le stock des crédits octroyés par les banques privées, qui s'est élevé à 1.575,71 milliards DA (+8,04 %), selon la note de la BA. L'encours des crédits accordés au secteur public a atteint 4.553,7 milliards DA à fin septembre 2023 (+4,67%), au moment où le stock des crédits accordés au secteur privé, y compris les ménages, a atteint 6.149,94 milliards DA (dont 1.185,46 mil-

liards DA aux ménages), soit une croissance de 6,69%. L'analyse de la structure des crédits par secteur juridique montre que le stock des crédits accordés au secteur public représente 42,54% du total du stock des crédits accordés à fin septembre 2023 contre 43,01% à fin 2022, alors que le stock des crédits accordés au secteur privé représente 57,46%, dont 11,08% accordés aux ménages, contre 56,99% à fin décembre 2022, dont 10,83% aux ménages. Concernant les crédits nets à l'Etat, ils sont estimés dans la note de la BA à un total de 13.110,26 milliards DA, à fin septembre 2023, contre 13.042,42 milliards DA à fin 2022, soit une légère hausse de 0,52%.

Accroissement de 6,11% de la masse monétaire M2

Dans sa note de conjoncture, la BA a

abordé le volet de la masse monétaire M2 ayant connu, à fin septembre 2023, un accroissement de 6,11% par rapport à son niveau de décembre 2022, s'établissant ainsi à 24.368,2 milliards DA, et ce, "suite à l'effet conjugué de la hausse de 6,21% de la monnaie M1 et de 5,91% de la quasi-monnaie". Hors secteur des hydrocarbures, la masse monétaire a enregistré une hausse de 6,32% par rapport à son niveau de fin décembre 2022, en contexte de hausse des dépôts de l'entreprise nationale des hydrocarbures qui sont passés de 1.861,02 milliards DA à fin 2022 à 1.930,47 milliards DA à fin septembre 2023. En glissement annuel, la masse monétaire, hors dépôts de l'entreprise nationale des hydrocarbures, s'est accrue de 10,72%, selon la même source. Avec une part de 32,9% du total de la

masse monétaire à fin septembre 2023 (contre 32,2% à fin décembre 2022), la circulation fiduciaire hors banques, s'est accrue de 8,6% par rapport à fin décembre 2022, atteignant ainsi 8.026,19 milliards DA à fin septembre 2023. Les dépôts à vue ont progressé de 0,29% par rapport à la fin de l'année 2022, passant ainsi de 6.216,67 milliards DA à fin décembre 2022 à 6.234,81 milliards DA à fin septembre 2023, et ils constituent actuellement 25,59% de la masse monétaire contre 27,07% à fin décembre 2022. Représentant près de 33 % du total de la masse monétaire à fin septembre 2023, la quasi-monnaie (dépôts à terme en dinars et dépôts en devises) a marqué une hausse de 5,91 % entre fin décembre 2022 et fin septembre 2023 pour s'établir à 8.033,4 milliards DA, précise le même document.

R. E.

3E FOIRE
ALGÉRIENNE DE
L'ENTREPRENEURIAT
**75 participants
attendus à
Annaba**

Plus de 75 exposants, dont 30 startups, sont attendus à la 3ème « Foire Algérienne de l'Entrepreneuriat, Formation et Economie Numérique », prévue du 8 au 10 février à Annaba, ont annoncé lundi les organisateurs. Au cours d'une conférence de presse à l'hôtel Sheraton, où se tiendra la Foire, Hamza Kermiche, le responsable de l'entreprise Galacticom, organisatrice de l'événement, a précisé que la Foire est sous le patronage du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-ups et des Micro-entreprises, de la ministre de la Numérisation et des Statistiques et du wali d'Annaba. La Foire vise à « donner l'opportunité aux jeunes entrepreneurs, porteurs de projets et d'idées innovantes, de coordonner leurs efforts et de créer des partenariats à même de contribuer à la promotion d'un écosystème entrepreneurial efficace », a indiqué M. Kermiche, ajoutant qu'elle constituera « un espace vital pour promouvoir l'esprit entrepreneurial et consolider une culture de formation continue et de recours aux technologies modernes pour lancer des projets en ligne avec la stratégie de transition numérique du pays ». Outre la tenue d'une exposition sur les réalisations des micro-entreprises et des start-ups dans le domaine de l'économie numérique, cet événement de trois (3) jours donnera lieu à l'organisation de 26 conférences et à des séances de travail traitant de sujets liés au développement de l'auto-entrepreneur, à la transformation numérique, à la cyber sécurité, au financement participatif (crowdfunding), au financement des start-ups, au e-commerce et aux services électroniques.

APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ DURANT RAMADHAN

L'Etat renforce ses stocks

Le ministère du Commerce poursuit ses préparatifs pour le mois de ramadhan. Hier, le ministre Tayeb Zitouni s'est réuni avec les responsables des marchés de gros. Il a révélé, qu'un certain nombre de mesures ont été prises en coordination avec le ministère de l'Agriculture, dans le but d'approvisionner le marché, d'une manière régulière, en produits de large consommation durant le mois de ramadhan, en assurant que des stocks importants ont été constitués à cet effet.

Par Sirine R.

Le ministre a expliqué dans son allocution que ces mesures consistaient à constituer des stocks de produits agricoles, notamment pommes de terre, oignons, et de l'ail, afin de bien approvisionner le marché en ces produits. «L'Etat veille sur le développement et la modernisation des marchés de gros des fruits et légumes dans le but d'améliorer son fonctionnement et la diversification de leurs activités, afin de participer d'une manière significative dans la mise en place d'un plan de distribution et contribuer efficacement dans l'approvisionnement et la régulation du marché. Tout cela vise ainsi à la réservation du pouvoir d'achat des ménages», a-t-il souligné. Le ministre a rassuré que des stocks importants ont été constitués à cet effet. Il a fait savoir que pas moins de 60 000 tonnes de pommes de terre, 11 000 tonnes d'oignons et 3 500 tonnes d'ail seront mises sur le marché durant le ramadhan coïncidant une période de soudure, confirmant l'abondance de ces produits durant le mois de ramadhan. Il a insisté sur la préparation de programmes spéciaux pour le déstockage et approuver un système de suivi et de contrôle des opérations de déstockage de produits agricoles au niveau des opérateurs privés en dehors du système de régulation, avec l'objectif de lutter contre toutes les formes de spéculation et de monopole. Poursuivant son intervention, le ministre du Commerce a assuré que son département a recensé 54 marchés de gros en fruits et légumes répartis à travers plusieurs wi-



layas du pays. Parmi ces structures, 41 marchés sont gérés par les autorités locales et 09 autres marchés relèvent de la gestion de Magros (Entreprise publique économique de réalisation et de gestion des marchés de gros). Le même responsable a révélé l'attribution de 6 points de vente pour la commercialisation de légumes, affiliés au Complexe de Valorisation des Produits Agricoles (GAVA-PRO), tout en attribuant 114 points de vente pour la commercialisation de légumes et de viandes des deux types, affiliés au Complexe des Industries Alimentaires et Logistiques (AGROLOGIQUE). Par ailleurs, le ministre Tayeb Zitouni, a appelé à l'ouverture quotidienne 7j/7 des marchés durant le mois sacré. Il a insisté également pour la mise en place d'un système de permanence des marchés de gros durant les

journées de l'Aïd. Selon lui, ces mesures interviennent pour assurer un approvisionnement régulier et durable des marchés nationaux mais aussi afin de permettre aux agriculteurs de commercialiser leurs productions. Dans cette même optique, M. Zitouni a souligné la nécessité du respect des normes d'hygiène et de propreté à l'intérieur comme à l'extérieur des marchés de gros avec la mise en place d'un système quotidien de nettoyage et de ramassage des ordures. Le ministre du Commerce a dévoilé la programmation d'une campagne de sensibilisation durant ce mois de Ramadan, en partenariat avec le mouvement association, a plaidé pour l'implication des gérants des marchés de gros dans la stratégie de l'Etat pour garantir un approvisionnement stable des marchés nationaux et la stabilisation des prix.

COMMERCE

Un nouveau marché couvert moderne sera réalisé à Setif

Un nouveau marché couvert, alliant modernité et fonctionnalité, sera construit au cœur de la ville de Sétif, sur l'emplacement du vieux marché, le plus ancien de la ville (inauguré au début des années 1900, rénové en 1949 puis réinauguré après réaménagement en 1957), a appris l'APS dimanche auprès du président de l'Assemblée populaire communale (APC). Hamza Belayat a souligné, dans une déclaration à l'APS, que la nouvelle structure commerciale constituera une "plus-value" pour l'agglomération sétifienne dès lors, a-t-il assuré,

que le nouveau marché sera réalisé "selon les normes les plus élevées", d'autant qu'il se situe dans un endroit stratégique, à proximité de structures commerciales telles que le Park Mall et de nombreux équipements publics. L'entreprise qui sera chargée de la réalisation du nouveau marché couvert, à sélectionner conformément à la réglementation régissant l'attribution de marchés publics, sera connue "dans les prochains jours", d'autant que l'étude technique du projet touche à sa fin, le bureau d'étude ayant déjà été choisi parmi 13 postulants, a encore

fait savoir le même édile. M. Belayat a par ailleurs affirmé que des "garanties ont été données à tous les commerçants qui actaient à l'intérieur de la structure, ainsi que dans les locaux ouverts à l'extérieur de la bâtisse, sur les quatre façades (au nombre de 170), quant à leur droit de se voir attribuer des magasins dans la nouvelle structure, en conformité avec les procédures légales en vigueur". Le démantèlement de l'ancien marché qu'un violent incendie avait ravagé à l'été 2022, au point de conduire à sa fermeture et à la désaffectation

de tous les locaux qui s'y trouvaient, a été entamée il y a quelques semaines après la délivrance, par les parties compétentes, d'un permis de démolition, a ajouté le président de l'APC, précisant que l'opération, pour laquelle d'importants moyens ont été mobilisés, est menée "avec beaucoup de précautions" en raison de la proximité d'immeubles d'habitation fragiles et d'anciennes "haras" traditionnelles et ce, "pour éviter tout danger potentiel pour les résidents".

R E.

SALON DU MARKETING

La troisième édition mardi à l'université d'Oran 2

La troisième édition du salon du Marketing organisée mardi par la Faculté des sciences économiques, commerciales et de gestion de l'Université d'Oran 2 « Mohamed Benahmed », verra la participation de près d'une trentaine d'entreprises et de partenaires économiques, a-t-on appris, lundi, auprès de cet établissement universitaire. Cette manifestation est organisée par le départe-

ment des Sciences Commerciales, en collaboration avec les laboratoires « Nouvelles Tendances et Définition des Politiques de Développement en Algérie » à l'Université d'Oran 2 et « Gestion des Entreprises et Développement Economique » à l'Université de la Formation Continue (UFC). Le salon, qui vise à consolider la connaissance et l'innovation au sein de l'université, est également « une

opportunité pour le renforcement des liens entre l'université, les étudiants, les jeunes diplômés et les partenaires socio-économiques », a-t-on ajouté. Des acteurs socio-économiques, des enseignants chercheurs et des laboratoires de recherche, ainsi que des clubs d'étudiants, participeront à ce salon en exposant leurs produits, services et recherches scientifiques.

D'autre part, de jeunes entreprises (petites entreprises et startups) créées par des étudiants, exposeront leurs produits, notamment les entreprises créées dans le cadre de l'arrêté 1275 visant à encourager la création d'entreprises et de startups au sein de l'université, dans le but de trouver des marchés pour leurs produits, a-t-on indiqué.

R E.

7^e SOMMET DU GECF

Quel avenir pour le gaz ?

Le Forum des Pays Exportateurs de Gaz (GECF) tiendra son 7^e sommet en Algérie du 29 février au 02 mars 2024, dans une conjoncture énergétique mondiale marquée par autant d’incertitudes que de défis auxquels font face tous les pays, qu’ils soient producteurs, consommateurs, exportateurs, ou importateurs de ressources énergétiques fossiles.

3^e partie

Par A M

Il faut cependant tenir compte de la récente annonce (janvier 2024) du Président américain J. Biden de suspendre (ou geler ?) temporairement tout nouvel accord de construction d’unités de liquéfaction, et par conséquent d’exportation de nouveaux volumes de GNL au-delà de 2027 ou 2030 ? Bien que cette décision ne semble pas avoir d’incidence sur les prévisions d’exportation des USA à moyen terme à travers les unités de liquéfaction existantes ou en cours de construction, non concernées par cette disposition, les importateurs européens surtout, et asiatiques sont inquiets pour la période qui va au-delà de 2030. Selon l’Association Asiatique du gaz naturel, « Toute réduction des futures exportations américaines de GNL aurait un impact négatif sur la sécurité énergétique en Asie et sur la capacité des nations de notre région à réduire leur dépendance à l’égard des centrales au charbon et à passer au gaz ».

Cette décision US comporte aussi la révision en cours des conditions des licences d’exportation de gaz vers les pays non signataires d’accord de libre-échange. Certains pensent qu’il s’agit d’une annonce électorale pour 2024 ? Tout en dépendra certainement, et ce d’autant plus que D. Trumpa annoncé de son côté qu’il lèvera toute suspension au cas où il est élu en Novembre 2024.

Qu’en est-il de la production et de la demande gazière ?

La demande mondiale de gaz naturel est pour le moment assez stable avec environ 4.000 Mds M3. Elle a certes subi une légère

baisse au cours de la pandémie, mais a connu une reprise dès 2021, avant d’être à nouveau perturbée par la guerre russo-ukrainienne à cause de la demande européenne, dont la part mondiale est passée de 14 à 12% avec -66 Mds M3. Celle de l’Afrique est aussi passée de 12 à 11%, tandis que tous les autres marchés sont demeurés stables, particulièrement en Asie du Sud-Est. On note qu’en 2022 l’essentiel des augmentations de production de gaz est venu d’Amérique du Nord dont la production est passée de 1.166 Mds M3 en 2021, à 1.230 Mds M3 en 2022, puis 1.299 Mds M3 en 2023. Pour les mêmes années, celle du Moyen Orient est passée de 671 à 690 Mds M3, puis 714 en 2023. Toutes les autres productions régionales sont demeurées stables ou parfois reculé.

Celle de l’Afrique a par contre baissé de 270 à 260 Mds M3 en 2022, avant de revenir à 266 Mds M3 en 2023 (environ 7% de la production mondiale), mais il est prévu qu’elle augmente de 1% pour passer à 370 Mds M3 à l’horizon 2030 grâce aux nouvelles découvertes sur la côte Ouest de l’Afrique. En 2019, l’essentiel de la production gazière d’Afrique provenait des pays d’Afrique du Nord à raison de 71% (dont 60% par l’Algérie), tandis que l’Afrique de l’Ouest ne contribuait qu’à raison de 23%.

Elle dispose en outre d’environ 8% des réserves mondiales en gaz (17.300 Mds M3) avec deux avantages :

- Une liaison directe par 3 gazoducs vers l’Europe à partir de l’Algérie (45 Mds M3 de capacité), et de la Libye (8 Mds M3 de capacité).
- Des capacités de liquéfaction totales d’environ 150 Mds M3 de gaz par an.

Cependant la demande en gaz de l’Afrique n’est que de 4% à l’échelle mondiale, et elle ne

consomme que 40% de sa production et en exporte le reste.

On constate que la reprise économique post-COVID a entraîné une augmentation de la demande en 2021, au-delà de celle de 2019 et 2020, puis s’est réduite en 2022, mais toujours dans un environnement de tension maintenue par :

- L’incertitude de la production d’électricité des capacités des ENR.
- Et celle des approvisionnements en provenance d’autres fournisseurs en plus des USA.

En réalité ceux sont surtout les circuits d’approvisionnement qui ont été perturbés, et malgré l’accroissement massif des exportations US vers l’Europe, le marché européen a connu une envolée du prix qui a atteint 340 Euros le MWh en Aout 2022 (100 Euros/MMBtu).

Les pays européens ont certes réduit de façon drastique leurs importations de Russie mais pas complètement puisqu’il y a encore du

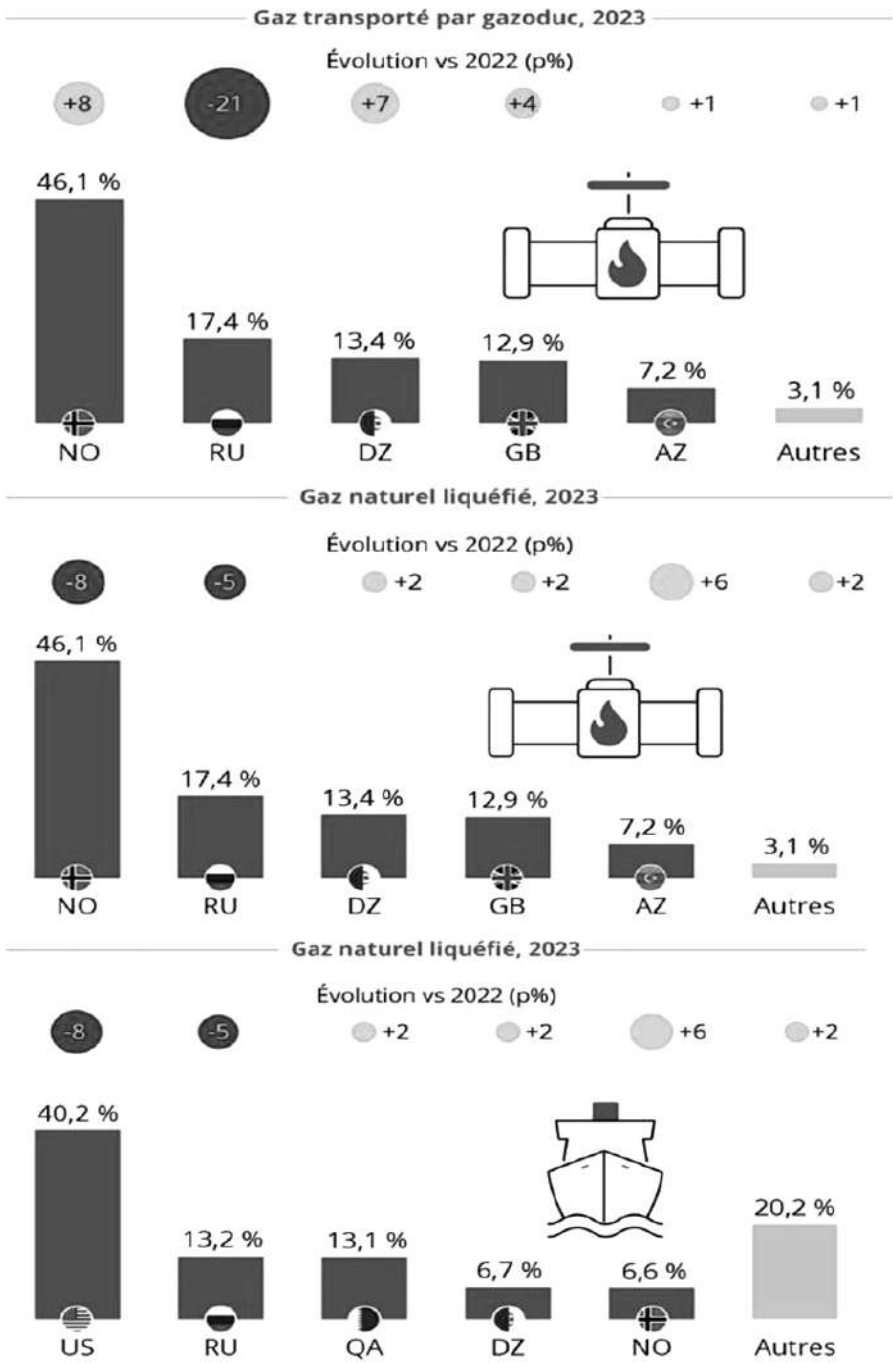
GNL qui arrive en Europe. Pour le moment cela se fait aussi à travers la réduction de leur consommation de gaz qui a atteint 18%, et le recours aux importations massives du GNL Américain. Mais l’Europe, devenue le centre de gravité de la crise énergétique, est consciente qu’elle ne peut ni abandonner ni remplacer complètement pour le moment toutes ses importations russes avant 2027, à travers son plan énergétique volontariste REPowerEU, et une forte réduction de sa consommation.

Au premier trimestre 2023, l’approvisionnement en gaz par gazoducs s’est fait en grande partie depuis la Norvège (46,1%) qui a augmenté ses capacités de production et d’exportation, et le reste à partir d’autres fournisseurs qui ont remplacé avec de légères augmentations le recul de la Russie à raison de -21%.

Source : Energy magazinedz.com

D’où provient le gaz de l’UE ?

Principaux fournisseurs de gaz naturel de l’Union européenne, selon la part dans la valeur des exportations *

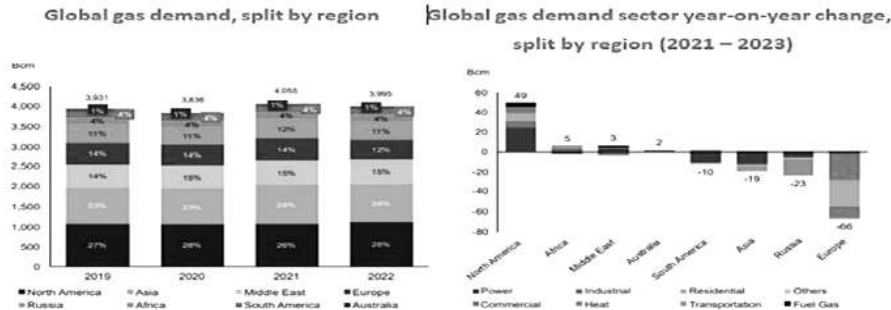


* données du premier trimestre 2023
Sources : Eurostat, Comext

REPARTITION DE LA PRODUCTION MONDIALE DE GAZ PAR REGION

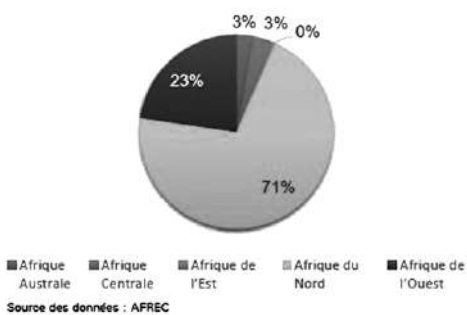
Region	2021	2022	2022 Revision*	2023	2023 Revision*
Africa	270	260	1.0%	266	-1.9%
Asia Pacific	668	669	0.6%	670	-1.0%
CIS	898	797	0.1%	783	0.4%
Latin America	152	154	-3.5%	155	-4.1%
Europe	224	231	-0.1%	223	0.2%
Middle East	671	690	0.5%	714	-0.1%
North America	1166	1230	0.3%	1299	0.8%
World	4050	4032	0.22%	4111	-0.1%
GECF	1749	1643	0.0%	1642	-0.5%
non-GECF	2301	2388	0.4%	2469	0.1%

Source: GECF Secretariat based on Rystad Energy Ucube



Source : UIG / Rystag Energy

Production de gaz par région de l’Afrique en 2019



BOUIRA

29,8 km de câbles électriques volés en 2023 !

Le phénomène de vol de câbles électriques a pris des proportions alarmantes durant l'année 2023. Convoités pour leur cuivre, la direction de distribution de Bouira a enregistré 77 actes de vol de lignes électriques aériennes de la basse tension soit plus de 29,8 Km de câbles électriques volés à travers 23 communes de la wilaya de Bouira. Trois autres actes de vol ont concerné deux disjoncteurs électriques et un poste transformateur sur support électrique. Lorsque ces ouvrages électriques sont volés, la direction de distribution de Bouira est appelée à faire des réparations pour le rétablissement du courant électrique avec un coût important s'élevant pour l'année 2023 à 28 29 MDA, sans compter l'énergie électrique non distribuée qui part en perte. En plus de l'impact négatif financier infligé à l'entreprise, ses agressions portent aussi préjudice et affectent principalement la continuité de service, 1291 clients sont restés pénalisés et privés de l'électricité suite à ces vols. S'ajoute à tout cela l'aspect sécuritaire qui met en danger la vie des auteurs de ces actes qui consiste aux risques d'électrocution ou de chute. Par ailleurs, la direction de distribution de Bouira commence l'année 2024 par trois actes de vol enregistrés les journées du 02,04 et 19 janvier 2024 au niveau d'El-Hachimia, Aïn Bessème et Boumia à Aomar, 360 mètres de câbles électriques ont été volés par des inconnus privant 35 clients de l'électricité. La direction de distribution de Bouira condamne fermement ces agressions sur le réseau électrique et appelle les citoyens à être très vigilants et signaler systématiquement aux services de sécurité compétents tout mouvement suspect à proximité des lignes électriques ou en appelant sur le numéro 33 03 mis à leur disposition par la société 24h/24 et 7 jours /7. Le sens de civisme reste la meilleure solution pour lutter contre de tels phénomènes négatifs.

PROMOTION DU LOGEMENT RURAL

Bientôt 500 nouvelles unités à Constantine

Le député de Constantine, Tahar Ahcène, a révélé avoir eu une rencontre avec le wali au cours de la semaine précédente. Lors de cette rencontre, il a fait part à Abdelkhalek Sayouda du souhait des responsables et des felahs de plusieurs communes de la wilaya de voir leurs quotas augmentés dans le programme de logement rural, en particulier dans le segment de l'habitat rural collectif. Le député a expliqué que cette demande a été exprimée de manière particulière par les agriculteurs des communes du nord de la wilaya, notamment Béni Hamidène et Zighoud Youcef, ainsi que dans les communes du sud telles qu'Ouled Rahmoune et Benbadis. Il a souligné que l'augmentation des quotas en habitat rural pour ces communes ne les privera pas de bénéficier d'autres segments du logement social. Selon ce député, la wilaya de Constantine dispose actuellement de 500 unités dans le cadre de l'habitat rural, qui seront distribuées en fonction des demandes formulées par les demandeurs dans les zones concernées. Il a indiqué que l'État accorde une grande importance à cette question pour améliorer les conditions de vie des agriculteurs vivant dans des conditions difficiles dans les zones rurales, les villages, et les zones montagneuses. Il a également mentionné que des quotas supplémentaires seront octroyés par les organismes étatiques à partir de l'année 2024 pour les zones rurales.

BATNA

Le vieux T'kout, une destination touristique à découvrir

Le vieux T'kout (90 km au sud-est de Batna), sacrée en juillet dernier meilleure dechra de la wilaya des Aurès, possède suffisamment d'atouts pour s'imposer en tant que destination touristique par excellence et un lieu à découvrir et, surtout, à admirer.

L'endroit qui allie splendeur de la nature, beauté de l'architecture locale et l'histoire ancienne, n'a pas été suffisamment valorisé, estime Dr Farid Abdeslam, un intellectuel amoureux de la région, bien que cette dechra antique ait fasciné des voyageurs et des chercheurs occidentaux tombés sous son charme. Des visiteurs qui ont su, pour certains, rendre cette atmosphère si particulière qui "enveloppe" tous ceux qui découvrent le vieux T'kout et ses environs. Une atmosphère où la brise des montagnes se mêle à la chaleur du désert et à la majesté des forteresses solidement agrippées au sol. Un décor somptueux que de nombreux auteurs occidentaux n'ont pas manqué d'exalter. Du français Ernest Fallot 1855-1929), qui l'évoque dans son livre "Par-delà la Méditerranée" au britannique Melville William Hilton-Simpson (1881-1938) qui décrit sur l'Oxford Academic Journals le système d'irrigation à partir du bassin dit "madjen" qui reçoit l'eau directement des "kasrias" (dispositif de distribution vers les seguias remontant à la période romaine), en passant par le français Claude-Maurice Robert (1895-1963) qui décrit le même procédé dans son ouvrage "Le long des oueds de l'Aurès". L'une des caractéristiques les plus importantes de la dechra du vieux T'kout est sans conteste l'ancienne mosquée, construite à la fin du XVIème siècle, et dont on attribue la construction à Sidi Abdeslam Ben Ahmed Al-Moualla, selon Dr Farid Abdeslam qui indique que ce dernier est le descendant d'un Cheikh qui s'installa à T'kout, mis en valeur ses terres et planté des vergers, attirant vers la dechra des habitants de la région et des contrées voisines. La mosquée qui, selon la source, est typique des anciens lieux de culte des Aurès, notamment en matière d'esthétique et de décorations, s'élève près d'une source d'eau qui se jette dans le "madjen". Les premiers habitants ont exploité ce bassin à travers diverses époques historiques pour arroser leurs terres et leurs vergers, après avoir formé le noyau de la dechra qui s'est étendue pour devenir le T'kout actuel. Le point de vue depuis le minaret de la mosquée embrasse les terres environnantes, les bassins alentours et le cheminement du cours d'eau connu sous le nom de

l'Oued Alma, ainsi que les vestiges des "Thakliit" ou magasins collectifs. Les habitants de T'kout sont également fiers de leur "hazemmourth hamellalt" (olive blanche, par rapport à la couleur blanchâtre de l'huile qui en est tirée), récoltée d'un olivier aux racines imposantes et à la taille distinctive. Un arbre dont les habitants de la région affirment qu'il date de plusieurs siècles et qu'il produit encore les meilleurs types d'olives.

Souk de l'automne et Chaib Achoura, événements phares

L'autre particularité de T'kout est cette ancienne tradition appelée, ici, "Souk (marché) de la fête de l'automne". Un événement organisé à la fin du mois d'août, éminemment festif, rayonnant sur un large périmètre, appelé localement "Hameghra N'tmenzouth", et qui donne lieu à des spectacles folkloriques animés par des troupes de Rahaba et des cavaliers en costumes traditionnels faisant tonner des salves de baroud. En plus d'être, du fait des expositions organisées pour l'occasion, une vitrine des productions locales en matière d'agriculture, d'arboriculture et d'artisanat, T'kout, durant "Hameghra N'tmenzouth", devient aussi - autre singularité - un lieu de rencontre des notables et des Chouyoukh de la région qui se concertent, résolvent les problèmes en suspens parmi la communauté et règlent des différends à l'amiable. Selon Dr Djamel Mesrahi, chercheur et spécialiste en histoire ancienne de l'université de Batna-1, la manifestation est un événement économique et une manifestation relevant de l'anthropologie culturelle qui reste un facteur de communication et de communion entre les habitants de T'kout et ceux des régions voisines. De nombreux intellectuels et militants associatifs, en particulier les jeunes qui ont donné un nouveau souffle à la manifestation, estiment que l'adhésion à cette ancienne tradition n'est pas seulement une renaissance des coutumes ancestrales, mais un moyen de faire découvrir les attraits historiques et touristiques de cette région des Aurès, son architecture typique, ainsi que son patrimoine culturel et civilisationnel. L'un de ces militants associatifs, Hicham

Berrehaïl, évoque, de son côté, cette autre fête distinctive appelée "Chaïb Achoura", célébrée durant 10 jours à partir de Moharram (jour de l'an de l'Hégire) et qui transforme la ville de T'kout, explique-t-il, en "véritable théâtre à ciel ouvert". Durant cet événement, les rues, les ruelles et les places de l'agglomération pullulent de monde, les habitants rivalisant d'ingéniosité et de talent pour présenter, en revêtant des costumes de déguisement, un spectacle coloré et enjoué combinant danse, chant, musique et toutes sortes d'expressions corporelles. Le président de l'Assemblée populaire communale de T'touk, Abdelhafid Soltani, est formel : "les monuments anciens de la ville, ses fêtes, ses us et coutumes, son patrimoine matériel et immatériel en font une destination privilégiée qui commence à attirer l'attention et à éveiller la curiosité", surtout, ajoute cet élu, "après que le village a remporté le prix de la meilleure dechra de la wilaya de Batna, organisé l'année dernière par la direction du tourisme et de l'artisanat". L'importance et la renommée de cette petite ville des Aurès, bâtie sur une colline d'où elle domine les plaines environnantes, s'en sont trouvées démultipliées, surtout que les découvertes archéologiques qui y ont été effectuées démontrent que la zone était habitée depuis la période numide. La pierre gravée d'inscriptions libyques, découverte dans la région de T'kout en octobre dernier lors de travaux de fouilles sur un terrain privé, prouve une présence humaine il y a 4.000 ou 5.000 ans avant JC, selon les données recueillies sur place. La dechra du vieux T'kout, avec ses venelles étroites et ses vergers luxuriants, incite ses visiteurs à y revenir pour découvrir d'autres vestiges du patrimoine culturel. Un patrimoine riche et diversifié que les jeunes et les intellectuels de la région s'attachent à mettre en valeur à travers les deux événements "Souk de la fête de l'automne" et "Chaïb Achoura" sur lesquels les habitants de la région fondent de grands espoirs pour gagner leur pari. Un pari ambitieux mais parfaitement réalisable : transformer T'kout en véritable destination touristique à même d'impulser le développement économique de cette région montagneuse, relativement isolée, mais si attachante.

MILA

La gare de Tadjenanet rouvre ses portes aux voyageurs

La gare de chemin de fer de Tadjenanet (Mila) a été rouverte, jeudi après-midi, aux voyageurs se dirigeant vers les wilayas d'Annaba et d'Alger. Selon les explications fournies au wali de Mila, Mostafa Koreïch, qui a présidé la cérémonie de réouverture de la gare, "l'activité de transport de voyageurs par rail a été suspendue en raison de différents travaux d'aménagement effectués dans cette structure, notamment la réparation des quais et la réparation de feux signalisation".

Le chef de l'exécutif local a demandé aux responsables concernés d'informer les citoyens de la reprise du transport de voyageurs via la gare de Tadjenanet par différents moyens y compris l'affichage dans les agglomérations de la wilaya. L'intensification de la communication et de la sensibilisation aux avantages du transport ferroviaire contribuera, selon le wali, à "diffuser la culture du transport par train et à attirer les passagers et les commerçants qui transitent par Tadjenanet qui se caractérise par son dyna-

misme commercial et qui reçoit de nombreux visiteurs en provenance de différentes wilayas du pays". M. Koreïch a ajouté, dans le même contexte, qu'une concertation est en cours avec les secteurs de l'enseignement supérieur et des transports en vue d'offrir des avantages incitatifs aux étudiants de la wilaya de Mila afin de les encourager à utiliser le train pour leurs déplacements vers Constantine et Sétif, notamment.

CONTRIBUTION

Comment parler de progrès ?

La vie matérielle se dérobe sous la civilisation thermo-industrielle. Cette civilisation matérielle a atteint son apogée et entame son déclin, la vie matérielle comme reprise par une nature vivante et comme indifférente à la vie sociale va continuer sa course[1]. Elle finira bien par imposer aux apôtres de la croissance économique ses lois physiques. On sait aujourd’hui ce que doivent les libertés individuelles à l’énergie fossile[2].

4^e partie

Par DERGUINI Arezki (*)

Il faut se défaire du mythe du Progrès, du mythe de l’Histoire comme progrès constant et linéaire. À l’échelle de quatre générations qui peuvent tenir dans une seule vie, une bonne partie de la société algérienne a fait l’expérience du passage d’une sous-consommation à une surconsommation. La génération qui est sur le point de partir a nagé dans le progrès social. La dernière arrivée nage dans l’anxiété et la consommation, elle s’inquiète de l’avenir professionnel et climatique, mais développe un comportement consumériste. Elle jouit des « bienfaits » de l’énergie fossile, mais s’inquiète de ses méfaits à venir. Ce qu’elle sait et ce qu’elle fait sont tout à fait désynchronisés. Son in-conséquence est cultivée. Jusqu’à quand et pour quelles conséquences ? Il faut se faire une idée du progrès qui ne soit pas contreproductive. C’est le retour d’une histoire cyclique, ou plus exactement une évolution en spirale, mais désormais descendante plutôt qu’ascendante. À un certain moment, l’histoire a besoin de se reprendre à partir de ses anciennes bifurcations, pour explorer une direction qu’elle n’avait pas retenue. Il y peut y avoir des marches en avant ici et des retours en arrière là, le tout est de savoir comment les choses s’équilibreront. L’Histoire tâtonne, va dans des impasses et s’en retourne. Aujourd’hui les médias continuent de faire croire au Progrès, car sans publicité incitant à la consommation, ils changeraient de main. Les économistes continuent de n’avoir de regard que pour la croissance, ils n’ont pas appris à gérer la décroissance, mais à la combattre. Ils parlent flux d’argent, mais pas flux physiques. Le monde se dirige vers la guerre, en ignorant que le retour à la paix ne sera pas comme celui d’après la Seconde Guerre mondiale portée et prolongée par le développement de la civilisation thermo-industrielle. On croit que la reconstruction sera une aubaine pour certaines entreprises, alors qu’il faudra reconstruire dans d’autres conditions de stabilité. L’instabilité est là pour durer, mais on continue de croire qu’elle sera passagère. Le progrès le plus simple consisterait aujourd’hui à éviter les guerres avec leurs destructions massives, et le plus intelligent, à atterrir en douceur avec la décroissance. Mais voilà que les forces de l’inertie ne travaillent pas dans ce sens. Les Chinois qui nous le savent ont une autre conception de l’Histoire reviennent à leurs Classiques, ils ont un autre rapport au passé. Pourront-ils instruire leur comportement de l’enseignement des Anciens, se défaire d’une rivalité mimétique avec l’Occident, passer d’un comportement consumériste à un comportement sobre ? Vers quoi se porteront-ils ? Au lieu de pleurer la disparition de la croissance, ils pourraient accueillir la décroissance autrement que ne peut le faire l’Occident. La notion de progrès démarre avec la science expérimentale au XVII^e siècle. Puis elle passe à l’esprit humain en sécula-

risant la conception chrétienne de l’histoire : l’au-delà est déplacé sur l’avenir et le bonheur terrestre remplace le salut céleste. La notion gagne ensuite la vie matérielle qui se confond avec la croissance de la production marchande (PIB)[4]. Mais voici que pour les croyants au Progrès l’avenir ne s’apparente plus au paradis, mais à l’enfer, même si des populations nombreuses (économies émergentes) veulent croire qu’elles peuvent avoir leur part de paradis terrestre. Des hindous et des Juifs font ainsi la guerre à des musulmans, les Turcs aux Kurdes, etc. pour construire leur paradis terrestre au lieu de construire la paix dans une certaine sobriété énergétique. Pour l’heure, il s’agit de savoir qui va chuter le moins violemment possible, qui pourra reprendre ses billes après l’effondrement général. La peur du passager clandestin mine autant les relations collectives que les relations internationales.

Autonomie et dépendance

Le progrès est cumulatif et c’est celui du savoir depuis l’écrit. Mais il n’a pas cette caractéristique dans toutes ses applications. Le caractère cumulatif du progrès technique et scientifique associé aux mythes de l’histoire comme progrès et de l’homme comme maître et possesseur de la nature permet d’associer le progrès du savoir au progrès du monde. Pourtant l’application du progrès scientifique, le progrès technologique, est ambivalente : le monde est soumis au deuxième principe de la thermodynamique et le progrès sert aussi à détruire, à faire la guerre. La destruction créatrice de Schumpeter laisse derrière elle une pure destruction rétroactive. Avec les mythes de l’Histoire comme Progrès, de l’Homme comme maître de la Nature qui s’effritent, c’est le mythe de l’émancipation, de l’autonomie individuelle qui s’effondre. ... Nous commençons à voir qu’il faut plutôt prendre soin de ses dépendances, qu’il n’est pas bon de dépendre du marchand, de l’anonyme étranger qui peut se transformer en rival qui s’en prend à ce que nous produisons et à nos conditions d’existence.

Gendarme de la chaîne alimentaire

Bien que nous nous rendions compte aujourd’hui que nous n’avons jamais été maîtres de la nature, que la Science n’a jamais régné sur le monde, qu’il va falloir nous adapter, on continue d’affirmer que nous voulons être maîtres de notre destin. Nous continuons de vouloir nous soustraire aux pesanteurs terrestres, soumettre le monde à notre rêve d’autonomie individuelle. Dans la chaîne alimentaire, l’homme s’est élevé au-dessus de tous les vivants, mais il n’en est pas le centre. Il en est dépendant et ne peut en être maître. Il ne peut dans son intérêt qu’entretenir et soigner la chaîne. Si Copernic a découvert que la Terre tourne autour du soleil et non l’inverse, nous découvrons que l’homme tourne autour de la Terre et non l’inverse. De ce que l’homme produit, il commence

à voir que l’essentiel qui commence à lui faire défaut ne dépend pas de lui. C’est la matière et l’énergie fossile qu’il n’a pas produites et qu’il a sous-évaluées dans ses comptes parce qu’elle coûtait peu à sa compétition, qui ont rendu possibles la vie matérielle et les droits qu’elle porte. Si travail humain et travail non humain ne doivent que faire qu’un, que l’un ne peut aller sans l’autre, la part du travail non humain est considérable. La part du travail humain dans la production de la vie matérielle, bien que cruciale, est marginale depuis que savoir et énergie ont été dissociés dans le travail humain par les énergies fossiles, la part de l’énergie humaine dans l’énergie utilisée est devenue négligeable, du savoir dans le savoir humain de plus en plus réduite . Avec les crises énergétique et climatique, la nécessaire décarbonation de la vie matérielle et contraction de l’économie qui doivent s’ensuivre, la part de l’énergie humaine dans le travail humain, du savoir dans le savoir humain, devra retrouver une place plus importante. Nous voguons à contre-courant : nous continuons à travailler avec une énergie bon marché alors que nous devons commencer à apprendre à travailler avec moins d’énergie non renouvelable. Conséquence : nous produisons ce que d’autres cessent de produire. Châkh ennidhâm, disait un défunt sage ; il a du mal à s’adapter. Pour prendre soin de lui-même, l’homme doit prendre soin de toute la chaîne alimentaire, de toute la vie dont il vit, de tout le travail vivant dont il n’est pas la cause et dont il dépend. Le « travail mort » qui a remplacé le « travail vivant », les machines qui ont remplacé le travail humain ne peuvent fonctionner, se développer et subsister sans énergie non humaine qui les actionne. L’homme cet omnivore, ne peut se passer ni des plantes ni des animaux. L’homme a un rôle crucial dans la chaîne alimentaire non par son régime alimentaire qui le situe au niveau de l’anchois, mais par sa capacité à se mouvoir et à intervenir dans toute la chaîne alimentaire, à faire tenir, entretenir ou rompre, détruire toute la chaîne. Il est en quelque sorte le gendarme de la chaîne, mais aussi un producteur et un consommateur qui par ses diverses interventions peut soigner ou nuire à la chaîne. L’être humain est responsable de toute la chaîne de production/d’alimentation, car dans la chaîne, il y a des prédateurs, des consommateurs et des producteurs qui ne sont plus à leur place par sa faute et se développent de manière disproportionnée. Il y a ceux qui la renforcent et ceux qui la sapent, il y a ceux qu’il doit combattre et ceux qu’il doit se concilier dans l’intérêt de toute la chaîne, son intérêt ne peut s’en dissocier. Il y a ceux qui ont trouvé leur place et ceux qui l’ont perdu. De ceux qui l’ont perdu, il y a ceux qui disparaissent et ceux qui subsistent et cherchent leur place. Tous deux affectent la chaîne, dans un cas elle s’affaisse, dans l’autre, elle est perturbée. L’Homme peut alors voir la pyramide de laquelle il vit et dans laquelle il intervient, s’effondrer. Lui qui peut parcourir

toute la chaîne, il lui faut prendre soin sans en être Maître ou plutôt mauvais maître. Car le savoir et son caractère omnivore en ont fait un maître. Un bon maître, dans le sens du maître d’école qui ne fabrique pas son élève et sait que l’école n’est ni la société ni la vie. Mauvais maître celui qui croit que tout commence avec lui. Celui qui oublie qu’il fait partie de la chaîne, a été produit par la chaîne et qu’il n’est à sa place, être dans une position où tous les autres membres de la chaîne sont à son service que parce certains équilibres ont été respectés, qu’un certain ordre a été établi dans lequel il a une responsabilité particulière, mais pas toute la responsabilité. Après avoir été mauvais maître, il doit apprendre à devenir un bon maître.

Dieu fait Homme

« Dieu se fait homme » : avec le mythe de l’Incarnation, l’Homme peut déclamer la Vérité du monde. Dieu fait Homme peut ainsi s’effacer derrière l’Homme, le Dieu mortel (Hobbes) peut prendre sa place. C’est désormais l’État et le marché qui auront leurs fidèles. Le mythe de l’homme maître et possesseur de la nature qui est à l’origine de la Science a quelque chose à voir le mythe chrétien de l’Incarnation. Dieu, qui a créé le monde, l’aurait soumis à des lois, peut se retirer et le confier aux hommes par les lois que la Science découvrira. L’Homme hérite du Savoir divin dans la Science. Elle prendra possession des lois que Dieu y a déposées par lesquelles le monde est gouverné. Quand les Occidentaux comparent les civilisations, ils ne peuvent pas rendre compte des partis-pris implicites de leur comparaison. Ce mythe ne figure pas dans les postulats qui les différencient des autres civilisations. Il arrive au mythe de sourdre dans la comparaison, mais il ne sera pas posé comme postulat à l’origine de la Science qui fait pour les Occidentaux la différence avec les autres civilisations ; ils sont la civilisation qui a donné naissance à la Science en sortant de la Religion. Il ne pouvait le postuler ayant placé la religion dans un passé sans avenir, substitué le bonheur terrestre au paradis. Et pourtant en comparant l’humain dans les différentes civilisations, ce mythe de l’Incarnation, d’où découle cet homme maître et possesseur de la nature, apparaît spécifique au christianisme. Dieu s’étant retiré de sa Création, s’étant incarné dans l’Homme, la Nature se donne à la Science de l’Homme. Il n’a plus besoin de l’Église qui a accompli son œuvre en cédant la place au Dieu mortel, la Science qui de libre expérimentation au départ est maintenant chargée de dire la Vérité du monde. On a échangé dans l’opération l’infaillibilité du Pape contre celle de la Science. Il y a là une nouvelle foi bien plus arrogante que l’ancienne. Elle se situe au-dessus de toutes les religions.

(*)Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ; ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaïa.

EGYPTE

Les recettes du canal de Suez ont chuté de 46,7% en janvier 2024, à 428 millions \$

Les attaques menées depuis plusieurs semaines par les rebelles Houthis du Yémen contre des navires commerciaux perturbent la navigation via la voie maritime la plus courte entre l'Asie et l'Europe. Les recettes du canal de Suez ont enregistré une baisse de 46,7% en janvier 2024 comparativement à la même période en 2023, en raison des attaques des rebelles Houthis du Yémen contre les navires en mer Rouge, a annoncé le président de l'Autorité du canal de Suez (SCA), Osama Rabie (photo), le samedi 3 février 2024. Le responsable égyptien a également révélé que le nombre de navires qui ont traversé cette voie navigable reliant la Méditerranée à la mer Rouge s'est limité à 1362 en janvier 2024 contre 2155 durant le même mois l'année écoulée. Les rebelles Houthis multiplient depuis plusieurs semaines les attaques contre les navires en mer Rouge en « solidarité » avec les habitants de la bande Gaza, où le conflit opposant Israël au mouvement palestinien Hamas a fait plus de 27 000 victimes depuis le 7 octobre 2023. Ces attaques ont perturbé la navigation via le canal de Suez. Depuis mi-décembre 2023, la plupart des grandes compagnies maritimes internationales ont décidé de dérouter leurs navires pour éviter le passage par cette voie maritime la plus courte entre l'Asie et l'Europe, par laquelle transite habituellement 12% du commerce mondial. Le canal de Suez représente une source majeure de devises étrangères pour l'Egypte. Une baisse prolongée de ses recettes pourrait accentuer les difficultés financières du pays le plus peuplé du monde arabe, alors même qu'il traverse déjà la pire crise économique de son histoire.

TRANSPORT MARITIME DES MARCHANDISES EN TUNISIE

La révision des législations s'impose

Le monde dépend du transport maritime et les pouvoirs publics ne sont pas véritablement conscients de l'importance de ce secteur. Selon Salem Nabgha, président de la Fédération nationale du transport (FNT) relevant de l'Utica, les gouvernements et les autorités portuaires doivent tout faire pour la promotion du transport maritime afin de soutenir les économies.

Le transport maritime est l'un des piliers du commerce international et du développement économique. En Tunisie, les opérateurs économiques, notamment les exportateurs, font face à plusieurs défis dans ce secteur, allant des infrastructures portuaires à la logistique en passant par les questions réglementaires. Dans ce contexte, Salem Nabgha, président de la Fédération nationale du transport (FNT) relevant de l'Utica, donne plus de détails sur le secteur et ses lacunes. Le transport maritime commercial représente 90% du commerce mondial, tandis que les moyens de transport terrestre et aérien n'en représentent que 10%. Le transport maritime est, en effet, un élément clé du commerce mondial. A titre d'exemple et selon la Confé-

rence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced), en 2020, le transport maritime a été responsable du transport de 80% du commerce mondial en volume, mais seulement d'environ 70% en valeur. Le reste du commerce est géré par le transport terrestre, y compris le camionnage et le transport ferroviaire, ainsi que le transport aérien.

Accidents pétroliers

Selon Nabgha, les problèmes du transport maritime et les obstacles rencontrés dans ce secteur sont nombreux. «Pour illustrer les problèmes du secteur maritime, prenons l'exemple de la pollution marine. Les déversements accidentels de pétrole et les émissions de gaz à effet de serre provenant des navires

contribuent à la pollution des océans et au changement climatique. L'accident du pétrolier Exxon Valdez en 1989, dans le golfe de l'Alaska est un exemple tragique de déversement pétrolier ayant eu un impact dévastateur sur l'environnement marin. Ces obstacles auront certainement un impact négatif sur le commerce international, dont les retards causés par des facteurs, tels que les conditions météorologiques défavorables ou les embouteillages dans les ports, peuvent entraîner des perturbations importantes dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Un exemple récent est la congestion dans le canal de Suez en 2021, lorsque le porte-conteneur Ever Given s'est échoué, bloquant le passage et perturbant le trafic maritime mondial », assure Nabgha.

ARABIE SAOUDITE

Le budget pour 2024 devrait mener le Royaume sur la voie de la réussite

Le budget 2024 de l'Arabie saoudite devrait soutenir la dynamique économique positive du Royaume, en mettant l'accent sur les dépenses d'investissement stratégiques adaptées aux stratégies nationales approuvées, selon le ministre des Finances. Dans un communiqué faisant suite à l'approbation du budget 2024, Mohammed al-Jadaan a mis en lumière le succès de la transformation économique en cours menée par le gouvernement du Royaume. Le budget 2024 devrait, selon le ministre, poursuivre sur sa lancée, en s'alignant sur les stratégies nationales étroitement liées aux objectifs énoncés dans l'initiative Vision 2030 et aux priorités nationales,

renforçant ainsi l'engagement en faveur du développement durable à long terme. En réponse à une question d'Arab News sur l'Expo 2030, le ministre déclare: «Le pays qui est capable de construire les infrastructures nécessaires pour accueillir 150 millions de personnes peut recevoir nos invités à l'Expo 2030 sans augmenter les coûts.» M. Al-Jadaan met l'accent sur la Vision 2030 saoudienne et sur l'ensemble des projets, initiatives et mesures qu'elle comprend. Il évoque également le plan initial du Royaume d'accueillir 100 millions de visiteurs, révélant que ce nombre atteindrait 150 millions d'ici à 2030. Dans sa réponse à Arab News, le ministre précise: «Les in-

frastructures et les projets de construction prévus dans le Royaume, en particulier à Riyad, d'ici à 2030, tels que décrits dans les premières étapes de la Vision, y compris la stratégie de transport et de services logistiques, la stratégie touristique, l'expansion de la construction d'hôtels, ainsi que l'expansion des projets liés à l'eau, suffiront à fournir l'infrastructure nécessaire pour accueillir l'exposition en question et potentiellement trois autres.» Il ajoute: «Expo Village sera une propriété commerciale, construite par des sociétés commerciales. Des investissements y seront versés au-delà des six mois.» Il poursuit: «Ce sera un site commercial utile. Et il sera évidem-

ment construit de manière durable.» Le ministre soutient, dans un communiqué, que le gouvernement œuvre à poursuivre les emprunts conformément au plan d'emprunt annuel approuvé pour financer le déficit budgétaire attendu et rembourser la dette existante d'ici à 2024. Mohammed al-Jadaan a également révélé que, depuis la programmation de l'initiative Vision 2030, le pays a entrepris des réformes économiques et structurelles considérables, ce qui a entraîné une augmentation du produit intérieur brut, atteignant aujourd'hui plus de 4 100 milliards de riyals saoudiens (1 SAR = 0,25 euro), avec un taux de croissance moyen de 6% d'ici à 2030.

LIBYE

Un guide identifiant les principales priorités de réforme pour améliorer l'environnement des affaires

Plus de 600 entreprises libyennes ont récemment participé à une étude dans le but d'identifier les réformes cruciales à entreprendre afin de tendre vers un environnement des affaires plus sain en Libye. Les résultats ont permis la réalisation d'un « Guide des réformes » qui en présente les 20 principales, nécessaires à l'instauration d'un environnement plus propice au développement des affaires et du secteur privé dans le pays. Ce guide a été développé conjointement avec l'agence de coopération allemande (GIZ) dans le cadre du projet EU4PSL, financé par l'Union européenne et mis en œuvre par Expertise France, qui vise à soutenir l'essor du secteur privé libyen. L'indice « Facilité de faire des affaires » de la Banque mondiale place la Libye au

bas du classement (186e sur 190 pays). Dans un processus de consultation à grande échelle avec des entrepreneurs libyens, des chambres de commerce, des représentants du gouvernement ainsi que des experts économiques libyens et internationaux, une récente étude a mis en lumière les problèmes qui entravent le potentiel de croissance des entreprises libyennes, l'indisponibilité de la location d'équipement, les frais juridiques élevés liés à l'enregistrement et au renouvellement de l'enregistrement des entreprises et l'absence de paiements par carte de crédit en ligne. Sur la base des résultats de l'enquête, un consortium d'experts libyens et internationaux a identifié les principaux problèmes auxquels les entreprises libyennes de toutes tailles et de tous sec-

teurs font face et a formulé des recommandations concrètes pour faciliter un processus de réforme durable. L'objectif principal du « Guide de réforme » est de permettre un dialogue public-privé constructif et de fournir des propositions pratiques pour accélérer le processus de réforme économique en se concentrant sur les étapes clés et réalisables qui auront le maximum d'impact positif sur l'économie du pays. « Ce guide est considéré comme un point de départ pratique pour orienter les mesures de réforme gouvernementale et enrichir le dialogue entre les secteurs public et privé afin d'améliorer l'environnement des affaires et le climat d'investissement. Le ministère de l'Économie et du Commerce travaillera continuellement à établir un dialogue efficace qui

renforce la confiance entre les parties prenantes du secteur public, du secteur privé, du secteur financier et des institutions de la société civile. » Selon M. Suhel Busheha, vice-ministre libyen de l'Économie et du Commerce. « Identifier les réformes nécessaires pour améliorer l'environnement des affaires en Libye est le premier pas vers une économie plus diversifiée et résiliente et une croissance durable », a déclaré Marton Benedek, chef de la coopération à la délégation de l'UE en Libye. « La Libye a un énorme potentiel et un écosystème de démarrage dynamique. L'UE vise à soutenir le réseau croissant de PME en Libye et à aider les demandeurs d'emploi à acquérir les compétences actuellement demandées sur le marché du travail. »

TCHAD

Assistance humanitaire de 45 millions d’euros de l’UE

Le Tchad traverse une crise humanitaire « complexe », touchant environ 7,6 millions de personnes en 2023, selon l’UE. Malgré l’aggravation de la crise humanitaire, seulement 27% des fonds nécessaires (920,6 millions USD) avaient été mobilisés en octobre, selon l’OCHA.

Le Tchad bénéficiera d’une aide de 45 millions d’euros de l’Union européenne (UE) visant à répondre aux besoins humanitaires pour l’année 2024. C’est ce qu’a annoncé Janez Lenarčič, commissaire chargé de la Gestion des Crises de l’UE, qui a entamé une visite dans le pays, le lundi 29 janvier. Selon les informations rapportées par le Journal du Tchad, les fonds seront principalement alloués aux domaines de l’alimentation, de la santé, de la nutrition, de l’eau, de l’assainissement, de l’abri et de l’éducation. Cette initiative vise à apporter un soutien vital aux groupes de populations les plus vulnérables, confrontés à des crises

alimentaires et nutritionnelles. Il s’agira notamment des réfugiés, des rapatriés et des populations touchées par le conflit soudanais dans l’est du pays, ainsi que les personnes déplacées internes affectées par le conflit du bassin du lac Tchad à l’ouest. La crise humanitaire au Tchad est décrite comme « complexe » par l’Union européenne, avec des besoins en constante augmentation. En effet, le nombre de personnes nécessitant une assistance humanitaire était estimé à 7,6 millions, en 2023, a souligné l’institution. Pour rappel, à la mi-avril 2023, l’arrivée des réfugiés soudanais a aggravé la crise croissante dans l’est du pays, s’ajoutant

ainsi aux difficultés persistantes dans la province du Lac. Une situation qui a exacerbé les besoins urgents en assistance alimentaire et en traitement de la malnutrition aiguë sévère dans le Sahel, selon l’UE. Des efforts concertés et durables entre les organisations internationales et le gouvernement tchadien seront donc nécessaires pour stabiliser la situation. En octobre 2023, le taux de ressources financières mobilisées était en deçà de la moyenne des fonds requis révisés, soit 27%, s’élevant à 920,6 millions de dollars, selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l’ONU (OCHA).

TOGO ET SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE

Vers sur un système de crédit-bail en faveur des TPME de l’agriculture

Le Togo dispose déjà d’une loi sur le crédit-bail, qui va lui servir de cadre collaboratif avec l’IFC pour mettre en place un environnement favorable au développement de ce dispositif de financement au profit des exploitants agricoles. La représentation de la Société financière internationale (IFC) au Togo prépare une nouvelle initiative en matière de financement des très petites, pe-

tites et moyennes entreprises du secteur agricole. En collaboration avec les investisseurs ainsi que le secteur bancaire, la SFI compte notamment miser sur un système de crédit-bail dont elle déploiera bientôt les mécanismes de partage de risque et de garantie. L’annonce a été faite par le représentant local de la SFI, Christopher Balliet Bleziri, au cours d’une récente table ronde sur le finance-

ment des TPME entre le gouvernement togolais et la Banque mondiale. « Au niveau de la SFI, nous avons l’expérience, l’outil, l’équipe et l’expertise pour pouvoir appuyer le secteur bancaire et les institutions spécialisées dans le crédit-bail et soutenir le gouvernement à définir un cadre » a-t-il assuré, tout en soutenant que le leasing est une clé en matière de financement d’équipe-

ments agricoles. Le Togo et la Banque mondiale travaillent par ailleurs plus globalement sur un projet d’envergure dont l’objectif est de transformer structurellement et de moderniser l’agriculture nationale, informe TogoFirst. Ce « Projet de modernisation du secteur agricole » devrait coûter selon les estimations environ 100 millions USD et s’étaler de 2024 à 2030.

ELECTRICITÉ

La BAD veut finaliser les accords sur l’électricité au Kenya et en Tanzanie

En 2023, le Kenya a plus que doublé ses importations d’électricité en provenance des pays voisins sur fond de demande accrue. La Banque africaine de développement (BAD) souhaite que le Kenya et la Tanzanie accélèrent la signature de trois accords clés afin d’ouvrir la voie à l’échange d’électricité excédentaire entre les deux pays via une ligne de 309,3 millions de dollars. La BAD, l’un des principaux bailleurs de fonds du projet, a déclaré dans son dernier rap-

port, que les trois accords sont essentiels au commerce régional de l’électricité destiné à stimuler l’approvisionnement et à réduire la dépendance à l’égard de l’énergie thermique polluante et coûteuse dans les deux pays. « […] Il est très important que les accords susmentionnés soient conclus dès que possible pour coïncider avec l’achèvement et la mise en service de l’infrastructure électrique transfrontalière afin d’ouvrir la voie au commerce régional de l’électricité », a

déclaré la BAD dans son rapport consulté par The East African. Il s’agit d’un accord de transfert entre la Tanzania Electric Supply Company (Tanesco) et la Kenya Electricity Transmission Company Limited, d’un accord d’échange d’électricité entre Kenya Power et Tanesco et d’un accord tripartite pour l’entretien du réseau interconnecté. La ligne de 507,5 km qui aura une capacité de transfert prévue de 2 000 MW, aurait dû être achevée par les deux pays en janvier.

KENYA

Le gouvernement veut doubler le volume d’engrais subventionné à 600 000 tonnes en 2024

Au Kenya, la persistance de la sécheresse affecte depuis quelques années les performances du secteur agricole. En dehors de l’irrigation, les autorités misent sur un renforcement des investissements dans la subvention des engrais en vue d’accroître la production agricole. Au Kenya, le gouvernement a annoncé qu’il fournirait 600 000 tonnes d’engrais (12 millions de sacs de 50 kg) au profit des petits exploitants agricoles en 2024 dans le cadre de son programme de subvention. C’est ce qu’a révélé Mithika Linturi, ministre de l’Agriculture et du Développement de l’élevage. Le stock annoncé est deux fois plus important que le volume total subventionné l’année dernière. « La distribution nationale d’engrais subventionné sera accélérée, car nous souhaitons mettre les produits à la disposition des agriculteurs avant la longue saison des pluies », souligne Paul Rono, secrétaire principal du département d’État pour le développement des cultures. D’après M. Linturi le renforcement du programme de subvention des engrais cible principalement le maïs (principale céréale consommée) dont le gouvernement veut accroître la production. Dans la première économie d’Afrique de l’Est, la récolte de maïs est attendue en hausse de 30 % pour atteindre 4 millions de tonnes en 2023. Un tel niveau de production serait encore en deçà des besoins de consommation du pays qui sont évalués à 5,2 millions de tonnes par an, d’après les données de la FAO.

AFRIQUE DU SUD

Le développement du projet de platine Bengwenyama nécessitera un capital de plus de 400 millions \$

Un des plus grands producteurs mondiaux de métaux du groupe du platine, l’Afrique du Sud tire d’importants revenus de ce secteur. Le pays devrait bientôt ajouter à ses mines un nouveau grand projet dont le coût est évalué à plusieurs centaines de millions de dollars. En Afrique du Sud, il faudra à la compagnie Southern Palladium un investissement initial d’environ 408 millions de dollars pour concrétiser le potentiel de son projet de métaux du groupe du

platine Bengwenyama. C’est l’une des principales estimations contenues dans l’étude exploratoire publiée cette semaine par la société. Selon le document lu par Agence Ecofin, ce capital permettrait de développer un projet capable de produire annuellement 330 000 onces de platine, palladium, rhodium, ruthénium, osmium et or (PGM 6E) à des coûts très compétitifs et sur une durée de vie de 36 ans. Les retours financiers estimés sont également prometteurs, avec une

valeur actuelle nette après impôt d’environ 700 millions de dollars, un taux de rentabilité interne après impôt d’environ 21 % et un EBITDA de 5,2 milliards \$ sur la durée de vie. « L’étude préliminaire souligne que nous détenons potentiellement une mine de métaux du groupe du platine de classe mondiale, renforcée par une ressource substantielle au sein d’une zone minière établie, atténuant efficacement les risques associés », a commenté le DG, Johan Odendaal.

Il faut rappeler que Southern Palladium a déjà déposé une demande de permis d’exploitation minière pour le projet Bengwenyama en septembre 2023. La demande est en cours d’examen par le ministère des Ressources minérales et de l’Énergie et une décision est attendue d’ici la fin de l’année 2024. La société prévoit également de terminer cette année une étude de pré-faisabilité pour optimiser les estimations de l’étude exploratoire qu’elle vient de publier.

CAC40

En léger repli, de nombreux résultats attendus

La bourse de Paris est en léger recul ce matin, autour des 7580 pts (-0,2%), notamment pénalisée par Alstom qui cède 2% et Stellantis (-1,2%).

Dans un entretien diffusé hier dans l'émission hebdomadaire '60 Minutes', Jerome Powell a réitéré ses déclarations de mercredi dernier, selon lesquelles une baisse des taux en mars ne constituait pas le scénario central de l'institution. 'Le patron de la Fed a également endossé les 'dot plot' (synthèse des anticipations en matière de taux des membres de la banque centrale, NDLR) fournis à l'issue de la réunion de décembre dernier, allant en faveur de trois baisses de taux cette année', réagissent les équipes de Danske Bank. 'A titre de comparaison, les marchés financiers tablent actuellement sur cinq baisses de taux en 2024', rappelle la banque danoise. 'Powell a mis en évidence la robustesse de

l'économie, la solidité du marché de l'emploi et ajouté que le diagnostic qu'il avait formulé à Jackson Hole en août 2022, à savoir que les hausses de taux pénaliseraient l'activité économique, ne s'était pas matérialisé jusqu'ici', souligne l'établissement scandinave. Si elles n'ont rien de bien surprenant, les déclarations du président de la Fed soutiennent le dollar et portent les rendements obligataires américains, avec un papier à dix ans qui remonte vers les 4,1% (+6 pts). Les rendez-vous avec les grandes banques centrales maintenant passés, la saison des résultats devrait monopoliser l'attention des investisseurs cette semaine en l'absence de statistiques économiques d'importance. Les résultats de Caterpillar et McDonald's

tomberont dès aujourd'hui à l'heure du déjeuner, avant ceux d'Eli Lilly, Spotify, Ford, Uber ou Disney, prévus dans les jours à venir. Plusieurs poids lourds européens de la trempe de bp, TotalEnergies, Equinor, Carlsberg, L'Oréal, AstraZeneca, Siemens, Unilever, Kering, ArcelorMittal ou Hermès dévoileront également leurs comptes dans les prochains jours. En attendant, les investisseurs ont pris connaissance ce matin d'un léger redressement de l'indice PMI composite HCOB de la zone euro, celui-ci étant passé de 47,6 en décembre à 47,9 en janvier, atteignant un sommet de six mois, et indique ainsi la plus faible contraction de l'activité du secteur privé dans la région depuis juillet dernier. Ce ralentissement de la baisse de l'activité globale a reflété une modération de celle de la production manufacturière, laquelle a permis de compenser un léger renforcement de la contraction dans les services, dont le sous-indice est passé de 48,8 à 48,4. Dans l'Hexagone, l'indice HCOB PMI composite de l'activité globale reste sous la barre des 50 du sans changement pour un huitième

mois consécutif en janvier. Il est passé de 44,8 en décembre à 44,6 en janvier, signalant une légère accélération de la baisse de l'activité. Le sous-indice des services a reculé de 45,7 en décembre à 45,4 pour le mois écoulé. Dans l'actualité des sociétés tricolores, Thales fait part de la signature par le ministère britannique de la Défense, d'un contrat de 1,8 milliard de livres sterling et d'une durée de 15 ans, pour améliorer la disponibilité et la résilience des navires de la Royal Navy. Casino annonce que la Commission Européenne a rendu le 2 février une décision autorisant la prise de contrôle du groupe de distribution par le consortium EP Equity Investment III-Fimalac-Attestor, au titre de la réglementation sur les subventions étrangères. Enfin, afin de rendre ses services autonomes en énergie en France, Veolia indique accélérer son déploiement d'énergies décarbonées locales avec la solarisation de ses sites de stockage de déchets en post-exploitation dans le pays.

WALL STREET

Les marchés bouclent la semaine en beauté

Les marchés actions américains ont clôturé en territoire positif lors de la dernière séance d'une semaine riche en résultats d'entreprises et en indicateurs. Les chiffres du rapport sur l'emploi ont montré la résilience de l'économie américaine, 353000 emplois ayant été recensés en janvier contre 330000 le mois précédent. Côté valeurs, Meta et Amazon ont été salués en Bourse après leur solide performance trimestrielle. Le S&P-500 a obtenu un record de clôture. Le Dow Jones s'est adjugé 0,35% à 38654 points tandis que le Nasdaq a progressé de 1,74% à 15628 points. Des trois titans de la tech

ayant dévoilé leur performance trimestrielle jeudi soir, seul Apple a enregistré une baisse de son titre. L'action du fabricant de l'iPhone a perdu 0,54% à 185,85 dollars. Les investisseurs sanctionnent des revenus inférieurs aux attentes en Chine alors même que le groupe a mis fin à quatre trimestres consécutifs de repli de son activité et dévoilé des profits encore plus plantureux qu'escompté. Pour sa part Meta (+20,32%) a pris la tête du S&P 500, suivi par Amazon (+7,87%). Aux Etats-Unis, hors secteur agricole, 353000 nouveaux emplois ont été créés en janvier contre 333000 en décembre. Le consensus Reuters

tablait sur 187000 créations d'emplois. De son côté, le taux de chômage s'est établi à 3,7% outre-Atlantique, contre un consensus de 3,8% et 3,7% en décembre. Le salaire horaire moyen a progressé de 4.5% en rythme annuel, ressortant supérieur aux attentes. L'indice de confiance des consommateurs de l'Université du Michigan est ressorti à 79 en janvier contre un consensus de 78,8 et 69,7 en décembre. Les commandes à l'industrie ont progressé de 0,2% en décembre aux Etats-Unis, après une hausse de 2,6% le mois précédent. Les économistes tablaient sur une augmentation de 0,3%.

L'Europe ouvre hésitante avant les PMI

Les marchés européens ont ouvert en hausse lundi à l'exception du Dax qui s'affiche hésitant avant la publication d'indicateurs d'activité en zone euro et après le rapport mensuel sur l'emploi aux Etats-Unis. À Paris, le CAC 40 avance de 0,13% à 7 602,07 points vers 08h35 GMT. À Francfort, le Dax s'affiche sans direction, contre une progression de 0,21% pour le FTSE, à Londres. La balance commerciale allemande, dont les chiffres ont été publiés lundi, s'est effondrée en décembre. L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 prend 0,21%, l'EuroStoxx 50 0,14% et le Stoxx 600 0,24%. Les futures sur indices new-yorkais suggèrent une ouverture de Wall Street en baisse, le Dow Jones reculant de 0,18%, contre 0,15% pour le Standard & Poor's 500 et 0,12% pour le Nasdaq. Les indicateurs PMI composites et des services

définitifs pour janvier sont attendus à partir de 08h50 GMT pour la France, l'Allemagne et la zone euro, et devraient confirmer que l'activité dans le bloc continue de ralentir. Les investisseurs seront néanmoins attentifs aux indications qui pourraient suggérer une reprise de l'activité, alors que la zone euro a échappé à la récession au quatrième trimestre. Les chiffres de l'emploi américain, publiés vendredi, limitent les gains alors que le rapport mensuel publié par le département du Travail américain a montré que la demande d'emploi demeure importante, ce qui éloigne les premières baisses de taux. Aux valeurs, Atos chute de 19,33% après avoir annoncé l'abandon de son agmentation de capital annoncé discuter avec des banques pour la restructuration de sa dette, qui pourrait impliquer une dilution importante des actionnaires existants.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 01 Février 2024 Valeur : 05 Février 2024				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	134.7871	134.8021
1	EUR	EURO	145.3948	145.4649
1	GBP	POUND STERLING	170.5087	170.5924
100	JPY	JAPANESE YEN	91.7481	91.7645
1	CNY	CHINESE YUAN	18.7634	18.7660
1	CHF	SWISS FRANC	155.9314	156.0209
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	100.1464	100.1874
1	DKK	DANISH KRONE	19.5055	19.5105
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.9214	12.9252
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.7648	12.7702
1	AED	UAE DIRHAM	36.6937	36.7078
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.9413	35.9472
1	KWD	KUWAITI DINAR	437.9048	438.2383
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.0785	43.5115
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.4369	13.4384
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.8434	27.9864
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.5489	3.5493
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	179.2600	179.2600

ZONE EURO

Les pressions inflationnistes reprennent dans les services en janvier

L'économie de la zone euro montre des signes timides de reprise au début de l'année, selon l'indice PMI composite HCOB compilé par S&P Global, qui signale toutefois une reprise des pressions inflationnistes. L'indice est passé de 47,6 en décembre à 47,9 en janvier, en ligne

avec sa lecture préliminaire. Il s'agit de son meilleur résultat depuis juillet, mais il reste en dessous de la barre des 50 qui sépare croissance et contraction. L'indicateur montre par ailleurs que la hausse des coûts des intrants et de la production a accéléré en janvier, tandis que la de-

mande demeure en contraction. L'indice des prix à la production est passé de 53,8 à 54,2, son plus haut niveau depuis huit mois. "L'hésitation de la Banque centrale européenne à réduire les taux d'intérêt devient donc plus claire", constate Cyrus de la Rubia, économiste en chef à la

Hamburg Commercial Bank. "Les prix des intrants et de la production dans le secteur des services étant en hausse, la BCE hésite à assouplir sa politique monétaire". L'indice PMI pour le secteur des services est passé de 48,8 en décembre à 48,4 en janvier, ce qui

correspond à l'estimation "flash". Toutefois, l'optimisme des entreprises des services est à son plus haut niveau depuis huit mois, les groupes ayant embauché au rythme le plus rapide depuis septembre. L'indice de l'emploi est passé de 50,8 à 51,2.

OMT

Le tourisme mondial devrait battre son record en 2024

La reprise a été portée en 2023 par une forte dynamique au Moyen-Orient, où les arrivées touristiques ont dépassé de 22% le chiffre de 2019, mais aussi sur le continent américain et en Europe, première destination touristique mondiale.

Après trois ans de convalescence post-Covid, le tourisme mondial a retrouvé des couleurs l'an dernier, selon l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), qui prévoit un niveau d'activité record en 2024 malgré les tensions internationales, notamment au Proche-Orient. D'après l'agence onusienne basée à Madrid, près d'1,3 milliard d'arrivées de touristes internationaux ont été enregistrées en 2023 dans le monde, contre 900 millions environ en 2022 et 450 millions en 2021. Ce chiffre équivaut à 88% du niveau de 2019, dernière année avant la pandémie de Covid-19, précise l'OMT dans un communiqué. Cette année là, 1,46 milliard de touristes internationaux avaient voyagé dans le monde, soit un record d'après l'agence. La reprise a été portée en 2023 par une forte dynamique au Moyen-Orient, où les arrivées touristiques ont dépassé de 22% le chiffre de 2019, mais aussi sur le continent américain et en Europe, première destination touris-

tique mondiale où l'activité a atteint 94% de son niveau pré-pandémique. La reprise a en revanche été plus faible que prévu en Asie (65% du niveau de 2019), en dépit de la levée des restrictions sanitaires décidée voilà un an en Chine, dont la fin des quarantaines obligatoires pour les voyageurs en provenance de l'étranger, après trois ans de politique "zéro-Covid".

Des recettes à hauteur de 1.400 milliards de dollars en 2023

Malgré ce bémol, "les dernières données de l'OMT mettent en lumière la résilience et le rebond rapide du tourisme", avec des conséquences d'ores et déjà visibles sur "la croissance" et les "emplois", souligne le secrétaire général de l'OMT, Zurab Pololikashvili, cité dans le communiqué. D'après une estimation préliminaire fournie par l'agence madrilène, les recettes générées par le tourisme international ont atteint 1.400 milliards de

dollars l'an dernier. La contribution économique du tourisme, en incluant le trafic aérien, s'est élevée à 3% du PIB mondial. Cette reprise attendue de longue date par les acteurs touristiques devrait se poursuivre au cours des prochains mois. D'après une première estimation de l'OMT, les arrivées touristiques devraient ainsi dépasser de 2% le niveau de 2019 cette année, soit un nouveau record. Selon l'agence onusienne, l'activité devrait notamment profiter de la hausse du tourisme en Chine grâce à l'assouplissement du régime des visas pour de nombreux pays, dont la France, l'Allemagne et l'Italie, et des déplacements des Chinois dans d'autres zones du monde. La Chine était avant la pandémie le premier pourvoyeur de touristes au monde, avec 154 millions de Chinois ayant visité d'autres pays, selon l'OMT. Les Chinois étaient par ailleurs ceux qui dépensaient le plus, avec 255 milliards de dollars déboursés en 2019, soit 17% des dépenses touristiques mondiales.

VENEZUELA

Caracas recevra au moins 45 % des revenus du projet Dragon

La société britannique Shell et la société trinitadienne National Gas Company (NGC) verseront au Venezuela au moins 45 % des recettes brutes du projet de production de gaz Dragon, au large des côtes vénézuéliennes, selon les conditions de licence publiées samedi. En décembre, le Venezuela et Trinité-et-Tobago ont signé une licence de 30 ans accordant à Shell et à la so-

ciété nationale NGC les droits de produire du gaz naturel dans le champ Dragon et de l'exporter. Selon les autorités trinitadiennes, le projet pourrait entrer en production dans les deux prochaines années. L'accord est intervenu après que les États-Unis ont autorisé le projet en janvier de l'année dernière, après des années de tentatives pour parvenir à un accord d'exploitation.

"En aucun cas les revenus de l'État vénézuélien provenant du projet ne pourront être inférieurs à 45 % des revenus bruts des détenteurs de licence", selon le journal officiel du Venezuela publié samedi. Environ 70 % du gaz produit sera exporté vers Trinité-et-Tobago pour être liquéfié dans l'usine Atlantic et les 30 % restants seront destinés au secteur pétrochimique, selon les termes de la

licence. Dragon et un projet gazier voisin appelé Manatee, situé dans les eaux trinitadiennes, devraient fournir jusqu'à 1 000 milliards de pieds cubes de gaz dans sa première phase. Trinité-et-Tobago tente d'accéder aux vastes réserves de gaz de son voisin, alors que sa propre production est en déclin. De son côté, le Venezuela cherche une nouvelle source de revenus grâce aux exportations de gaz.

MATIÈRES PREMIÈRES

2023, l'année de la chute des cours

Le rapport CyclOpe, consacré aux marchés mondiaux des ressources naturelles, fait le bilan d'une année marquée par une chute de 14 %. Le gaz KO et le cacao au plus haut. C'est le résumé lapidaire du parcours mouvementé des matières premières en 2023. Une année très particulière, entre grand écart et dégringolade. Le rapport CyclOpe, qui fait référence sur le sujet, publié mardi 23 janvier, estime d'ailleurs que 2023 restera dans

les annales comme celle où la chute sur les marchés aura été l'une des plus prononcées. L'indice CyclOpe, représentatif de l'évolution des cours des matières cotées, a plongé de 14 %. Retour sur terre des matières premières. Est-ce une surprise ? Pas vraiment, puisque, début 2023, Philippe Chalm, professeur à Paris-Dauphine et président de CyclOpe, se lançait, comme chaque année, dans le délicat exercice de prévisionniste ou plutôt d'équilibriste. Il anticipait alors un repli de 15 %. Bien

joué. Si la boule de cristal était cotée, elle bondirait vers les sommets. Toutefois, malgré une bonne anticipation des tendances, les amplitudes à la hausse et à la baisse se sont révélées plus fortes qu'attendu. De plus, le mouvement de reflux avait déjà commencé à l'été 2022. Globalement, les marchés ont replié les voiles après les folles envolées du printemps 2022, suscitées par la déflagration du conflit armé entre la Russie et l'Ukraine.

APRÈS LA FLAMBÉE DES PRIX

Les producteurs de café vietnamiens cherchent à renégocier leurs contrats

Les agriculteurs du Vietnam, grand exportateur de café, refusent de livrer le café qu'ils ont vendu à moins que les contrats ne soient renégociés à la suite d'une flambée des prix mondiaux, qui ont atteint leur niveau le plus élevé en 28 ans. Le Viêt Nam est le plus grand fournisseur mondial de café robusta et l'impasse donne un nouvel élan à la hausse des prix du robusta, les approvisionnements en Europe devenant très serrés. Le pays a connu sa plus mauvaise récolte en six ans lors de la saison 2022/23 et certains contrats ont été reportés à la saison 2023/24, ce qui signifie qu'une récolte importante était nécessaire pour que les

agriculteurs puissent honorer tous leurs engagements. Cependant, la récolte de cette saison a également été médiocre. Les mauvaises récoltes ont fait grimper les prix et les agriculteurs ont estimé qu'ils ne pouvaient pas se permettre de livrer aux prix convenus et ont cherché à renégocier leurs contrats. "Je ne dirais pas que nous avons rompu le contrat. Lorsque les prix ont augmenté, nous les avons renégociés avec les acheteurs. Pour l'instant, nous ne vendons des haricots que si les acheteurs peuvent s'aligner sur nos prix", a déclaré un agriculteur vietnamien de Dak Lak, la principale région productrice, sous le couvert de l'anonymat. L'impasse,

qui a d'abord touché les négociants vietnamiens locaux, s'est maintenant étendue à l'ensemble du marché, resserrant l'offre mondiale et contribuant à faire grimper l'indice de référence des prix mondiaux (COF-DWAROB-ICO) à son niveau le plus élevé depuis 1995. Les négociants estiment que la livraison de 1 à 2 millions de sacs de café vietnamien pré-vendus la saison dernière - soit jusqu'à 8,5 % des exportations totales du pays - a été retardée à la suite d'une récolte médiocre pour la saison 2022/23. Bien qu'une grande partie de ce café ait été livrée depuis, il reste moins de café disponible à la vente cette saison, ce qui exacerbe la hausse des prix.

EN RAISON D'UN DOLLAR PLUS FORT ET D'UNE DEMANDE MÉDIOCRE
Le soja tombe à son plus bas niveau depuis 27 mois

Le soja de Chicago a encore perdu du terrain lundi, les prix tombant à leur plus bas niveau depuis plus de deux ans, en raison du renforcement du dollar et d'une demande morose pour les cargaisons américaines, qui ont pesé sur le marché. Le maïs est tombé à son plus bas niveau en une semaine, tandis que le blé a chuté pour la deuxième fois. Le contrat de soja le plus actif sur le Chicago Board of Trade (CBOT) était en baisse de 0,2% à 11,85-3/4 dollars le boisseau, à 01h15 GMT, après avoir chuté plus tôt dans la séance à son plus bas niveau depuis novembre 2021 à 11,83 dollars le boisseau. Le maïs a perdu 0,4% à 4,41 dollars le boisseau, le plus faible depuis le 30 janvier, et le blé a perdu 0,9% à 5,94-1/2 dollars le boisseau. Le marché du soja est sous pression car l'indice du dollar américain a atteint son plus haut niveau en sept semaines vendredi après que les données aient montré que les employeurs ont créé beaucoup plus d'emplois en janvier que prévu, réduisant ainsi les chances d'une réduction des taux d'intérêt de la Réserve fédérale à court terme. Un dollar plus fort rend les produits au prix du billet vert plus chers pour les acheteurs détenant d'autres devises. Le soja a subi une pression supplémentaire en raison de la faible demande à l'exportation. Les ventes à l'exportation de soja américain au cours de la semaine qui s'est achevée le 25 janvier n'ont totalisé que 165 800 tonnes métriques, a indiqué jeudi le ministère américain de l'agriculture (USDA), soit le plus faible total hebdomadaire depuis mai. Le marché a résisté aux conditions météorologiques défavorables en Argentine. Une vague de chaleur sèche en Argentine a suscité des avertissements sur les conditions de croissance des céréales et la nécessité de pluie pour que les cultures de soja et de maïs restent sur la bonne voie pour des récoltes abondantes. Le pays sud-américain, l'un des principaux exportateurs mondiaux de soja transformé et le troisième pour le maïs, se remet d'une récolte frappée par la sécheresse la saison dernière, le phénomène climatique El Nino apportant des pluies plus abondantes. La récolte de maïs devrait atteindre un niveau record.

LES CHIFFRES SONT IMPLACABLES !
Vous avez encore grandement besoin de voitures diesel

Le Diesel ne fait plus partie de vos premiers choix lors de l'achat d'une voiture neuve, cela n'est pas nouveau. Mais en occasion, les choses s'inversent franchement ! Faire et défaire le destin de certaines technologies, telle est, en partie, la conséquence de l'action politique. Largement favorisé du début des années 1970 jusqu'aux années 2000, le Diesel est aujourd'hui blacklisté par nos édiles car jugé trop polluant. S'il est vrai que la combustion du gazole émet naturellement plus de particules fines que celle de l'essence, les efforts consentis par les constructeurs pour rendre ces carburants aussi "propres" l'un que l'autre fonctionnent. Seul juge de paix qui confirment d'ailleurs cette affirmation : la norme "Euro 6. d Full" à laquelle répondent toutes les voitures neuves actuellement vendues en France, essence comme Diesel. Reste que ce carburant devient trop coûteux à dépolluer, ce qui explique aussi sa disparition progressive. Avec à peine plus de 170 000 unités écoulées en France en 2023, le "mazout" a chuté de 28 % – alors que le marché total a progressé de 16 % – et ne représente plus qu'une vente sur dix. En haut du hit-parade des Diesel, les Peugeot 308 (1ere, 11 475 ex.), 3008 (3eme, 8 728 ex.) et 2008 (4eme, 8 341 ex.) doivent évidemment leurs bonnes places aux entreprises. Bref, la Bérézina continue pour le Diesel, du moins dans le neuf !

Le Diesel ? Votre dada en occasion ?

Plus représentatif encore des vrais besoin des automobilistes français, le marché de l'occasion prouve malgré tout que le mazout possède encore bien des vertus pour vous. En janvier, selon les chiffres d'Auto Scout 24, il s'est vendu 428 002 voitures d'occasion en France. Sur ce total, 207 639 étaient des voitures Diesel. C'est certes une baisse par rapport à janvier 2023, mais le "mazout" reste le carburant le plus plébiscité et de loin ! On peut évidemment l'expliquer par une surreprésentation de l'offre avec des décennies de ventes à outrance, mais cela n'enlève rien à vos besoins. Derrière lui, l'essence compte pour 173 593 ventes, suivi de l'hybride (23 303 ex.), de l'électrique (9 845 ex.) puis de l'hybride rechargeable (9 294 ex.). Victoire implacable donc pour le gazole, qui reste dans la plupart des usages le carburant qui coûte le moins cher à rouler. Si la différence de prix au litre n'existe plus, les consommations des voitures Diesel demeurent dans la grande majorité des cas inférieures à celles des autres technologies. Par ailleurs, l'acquisition en occasion efface le surcoût qui existe lors de l'achat neuf face à une voiture essence, précisément en raison d'un coût de fabrication supérieur. Reste à tenir compte d'un entretien potentiellement plus coûteux, là encore le résultat d'une conception plus complexe. Mais les chiffres sont implacables, vous êtes encore demandeurs de Diesel et la courbe ne va pas s'inverser de sitôt.

LANCIA YPSILON

La présentation officielle

Est-ce une Opel Corsa ? Est-ce une Peugeot 208 ? Non, il ne s'agit ni de l'une ni de l'autre, mais de la nouvelle Lancia Ypsilon, que vous pouvez enfin découvrir entièrement.



Une carrosserie à la Corsa

La face avant de la Lancia Ypsilon arbore la nouvelle identité faciale du constructeur italien, tandis qu'à l'arrière, on retrouve les feux arrière ronds qui ornaient également le Pu+Ra HPE Concept. Ils rappellent ceux de la Stratos. Et ce n'est pas une surprise, car les Italiens ne cachent pas que leur riche passé est une source d'inspiration majeure. La silhouette de la nouvelle Ypsilon dissimule toutefois mal sa parenté avec l'Opel Corsa.

Un habitacle avec table et sala

À l'intérieur de la nouvelle Lancia Ypsilon, nous retrouvons également des éléments Stellantis familiaux, présentés de manière légèrement différente. Le tableau de bord est surmonté d'un cercle à l'aspect étrange, qui contrôle le système Sala (Sound Air Light Augmentation). La Lancia Ypsilon est également équipée d'une table (table) ronde, sur laquelle vous pouvez poser votre smart-

phone, par exemple. Les premiers exemplaires de l'Ypsilon seront liés à Cassina, un fabricant italien de meubles de luxe et un grand nom du monde du design. En effet, la nouvelle Lancia se veut synonyme d'"artisanat italien".

D'abord en électrique

La Lancia Ypsilon partage ses bases techniques avec d'autres modèles Stellantis comme l'Opel Corsa et la Peugeot 208. Il faudra attendre le 14 février pour avoir des informations concrètes, mais le constructeur italien parle d'une autonomie WLTP de 403 kilomètres pour la version électrique. La Lancia Ypsilon sera proposée non seulement avec une motorisation électrique, mais aussi avec des moteurs à combustion interne. En 2025, la gamme sera complétée par une version sportive électrique qui portera l'emblème classique HPE (High Performance Electric). La base technique de cette Lancia Ypsilon HPE sportive est partagée avec l'Abarth 600e et promet une puissance de 240 ch.

Les premières livraisons

Présentée sous la forme d'une Edizione Limitata Cassina entièrement électrique, la nouvelle Lancia Ypsilon sera produite en 1906 exemplaires numérotés. Il ne s'agit pas d'un numéro choisi au hasard, mais d'une référence à l'année de naissance du constructeur italien. Pour 2024, Lancia parle de 40 nouveaux distributeurs en dehors de l'Italie, répartis dans six pays européens. Au moins 70 nouveaux points de vente seront ajoutés en 2025. Stellantis a cité l'Allemagne, la France, les Pays-Bas, le Portugal et l'Espagne. La Belgique, quant à elle, comptera bientôt 10 nouveaux distributeurs et 13 points de service officiels supplémentaires. Stellantis mise également sur les processus de vente numériques et estime que 50 % des ventes seront conclues en ligne

Audi RS 4 Avant vs BMW M3 Competition Touring vs Mercedes C 63 S E Performance Break: Break & Bad

Pour les 50 ans de la division M, BMW voulait bousculer les deux icônes du genre super-break que sont les RS4 et Classe C 63 S. Entre les 30 ans d'expérience d'Audi et l'innovante technologie électrique issue de la Formule 1 de Mercedes, Munich n'arrive pas en terrain conquis... On peut s'interroger, depuis 30 ans, sur la pertinence des breaks ultrasportifs. Toujours trop ceci, ou pas assez cela. Certes, le marketing a bien tenté de nous expliquer que ces machines répondent à un besoin, ou représentent une sorte d'idéal roulant entre sport et vie de famille... Effectivement, c'est plus pratique que la 911 pour aller au golf ou emmener la smala à la mer... Pour le reste, Bullshit! Le break ultrasportif, c'est juste un genre, mais quel genre ! Une niche décalée audacieusement initiée par Audi en 1994 avec la RS2, un mutant de break Audi 80 qui assouvissait le besoin d'innovation d'Audi tout en créant le mythe des station wagons prédateurs de Ferrari ou de Porsche. Audi ne lâchera plus jamais l'affaire, le break RS4 est un classique, jusqu'à cette ultime version en fin de carrière, mais au sommet de son art. Heureusement, la cure de jouvence du pack Competition lui permet



de regarder en face les «petits nouveaux». Mercedes attendra 3-4 ans pour s'inscrire dans le sillage de la RS2, avec sa C43 AMG (non, la W202 C36 n'a pas existé en break) qui devient par ailleurs la première Classe C Break AMG «officielle». Une orientation moins radicale, mais nettement plus autoroutière avec son V8 4,3 l de 306 ch. A Stuttgart aussi on déclinera toutes les générations de Classe C break à la sauce AMG, avec pour sommet d'opulence les inoubliables W204 et leur pantagruélique 6,2 litres. Et puis, l'an dernier, coup de poker: Mercedes-AMG prive la Classe C du V8 au profit d'un hybride essence 4-cylindres. De l'écologique de façade, l'objectif étant d'insuffler de la technologie de F1 dans ce break. Du haut de sa tour «Vierzylinder» de Munich, BMW tenait le segment à l'œil et attendait le bon moment: pour les 50 ans de la division M, la marque décide enfin de chatouiller la concurrence avec le premier break M3 de son histoire. Et peut-être bien la plus spectaculaire et cool de toutes les M3, le surplus de carrosserie ajoute une nouvelle dimension dramatique à son armure pour le moins intimidante.

STARLINK

Comprendre les coulisses du fonctionnement de l'Internet de demain

La constellation de satellites de Starlink, opérationnelle depuis 2019, s'appuie sur une technologie unique permettant une connectivité sans pareille sur toute la planète. Cette technologie, c'est le laser.

Le projet Starlink, qui vient de s' étoffer de nouveaux satellites spécialement conçus pour la connexion des smartphones, est un des projets les plus ambitieux de ces dernières années. Chaque jour, ce sont 42 pétaoctets de données qui sont transmis depuis la constellation de satellites jusqu'aux utilisateurs. En établissant une petite comparaison, ce volume de données représente 28 millions d'heures de vidéos en Full HD ou 820 milliards de documents Word de 50 Ko. Une prouesse technique permise en partie grâce à la précision du laser.

Technologie de transmission

Les satellites utilisent des fréquences radio sur les bandes radio KU (celles de la télévision) et KA (haut débit par satellite) pour assurer les transmissions jusqu'aux relais terrestres. Cette dernière opère entre 26,5 et 40 GHz. Le souci, c'est que cette bande est très sensible aux conditions météorologiques et peut également subir des perturbations en raison de la présence d'autres fréquences. C'était sans compter l'innovation de SpaceX en 2021, qui a introduit des systèmes de communication par laser entre ses différents satellites. Cet ensemble de lasers forme un immense maillage composé de 9 000 faisceaux qui permettent donc une transmission plus fluide des données (5,6 téraoctets par seconde transmis quotidiennement). Même si le lien aux relais terrestres se fait toujours de manière traditionnelle, le temps de latence est tout de même considérablement réduit.

Optimisation et performances

De plus, ces connexions laser se repositionnent en permanence afin de conserver un débit de transmission optimal. Chaque jour,



le système entier se reconfigure 266 141 fois, soit un peu plus de trois fois par seconde. Ce dernier peut ainsi s'adapter et se réajuster continuellement afin de maintenir son efficacité. Certaines liaisons laser, lorsqu'elles sont performantes, peuvent par conséquent se maintenir plusieurs semaines. Ainsi, les satellites

parviennent donc à maintenir une communication continue et très stable sur de longues périodes sans être interrompus. Plus ce lien est stable, plus l'intégrité du réseau de satellite est assurée, ce qui permet une qualité de service satisfaisante pour les utilisateurs. Les pertes de réseau ne seront bientôt qu'un mauvais souvenir dans quelques années !

Google retire l'une des plus anciennes fonctions de son moteur de recherche

En invoquant la fiabilité actuelle d'internet, Google supprime la fonctionnalité de visualisation des pages en cache. Fonctionnalité historique du moteur de recherche, la visualisation en cache disparaît progressivement des résultats depuis plusieurs semaines et sera, à terme, entièrement supprimée.

L'intérêt des pages mises en cache

Si vous travaillez dans un des nombreux domaines du web, alors peut-être avez-vous déjà été amené(e) à devoir visualiser une page en cache depuis le moteur de recherche Google. Pour celles et ceux qui ne savent pas de quoi nous parlons, Google proposait jusqu'alors une fonc-

tionnalité permettant de voir une page web comme le moteur de recherche la voit, souvent la dernière fois qu'il l'a explorée. En plus d'être utile lorsqu'un site web n'est pas opérationnel au moment où vous souhaitez le visiter, cette version en cache permettait à toutes les personnes travaillant dans le référencement (entre autres) de mieux adapter certaines de leurs pages, de voir les modifications chez la concurrence ou plus simplement d'aller, pourquoi pas, récupérer des données récemment supprimées par erreur. C'est cette dernière fonctionnalité qui était également utilisée dans le journalisme, puisqu'elle permettait de vérifier autant que faire se peut les modifications apportées à des pages ou les données supprimées ; le nom

d'un jeu encore non annoncé sur la page d'un éditeur, par exemple.

C'est malheureusement terminé, selon Google

C'est sur X.com, anciennement Twitter, que Google a officialisé la fin de la visualisation des versions en cache des pages web. Cette fonctionnalité, particulièrement ancienne sur le moteur de recherche, est en train d'être progressivement désactivée sur les résultats de recherche et sera complètement supprimée d'ici plusieurs semaines ou mois. Au sein du tweet en question, le compte @SearchLiaison indique que le web s'est grandement amélioré depuis la mise en place de la fonctionnalité et qu'elle n'a donc plus réellement d'intérêt.

En clair, comprenez qu'il est de plus en plus rare que des sites ne soient pas accessibles au point de devoir visualiser leur version en cache. D'autre part, d'autres outils très performants proposent un service équivalent, comme Internet Archive et sa Wayback Machine. Bien que moins performant sur l'affichage pur des pages, cet outil permet de remonter dans le temps via une frise chronologique et ainsi découvrir l'évolution d'un très grand nombre de pages web. Vous pouvez par exemple découvrir la page d'accueil de Clubic en août 2000 ; soit il y a presque 24 ans. On y parlait entre autres de la GeForce 2 GTS Ultra, une carte graphique qui peut faire tourner Quake III Arena sans sourciller.

IA ACT

Les Etats de l'UE donnent leur feu vert

Les 27 pays de l'Union européenne se sont mis d'accord pour réguler l'intelligence artificielle sur la base de la proposition négociée entre la Commission et le Parlement européen. Ce règlement a fait l'objet de débats intenses pour concilier encadrement et innovation. A l'occasion d'une réunion des représentants permanents du Conseil européen (Coreper), l'ensemble des pays de l'Union européenne ont validé la proposition de règlement sur l'intelligence artificielle. Autrement appelé IA Act, il avait fait l'objet d'une position commune entre la Commission européenne et le Parlement européen en décembre dernier. La France était plutôt circonspect sur ce premier jet. Le ministre Jean-Noël Barrot avait indiqué dans un message que le texte constituait « une étape dans un chantier qui s'est ouvert il y a quatre ans qui nécessite des discussions supplémentaires ». Le président de la République, Emmanuel Macron, était quant à lui sceptique, « nous pouvons réguler beaucoup plus vite que nos compétiteurs, mais il faut être à la bonne vitesse. Si nous perdons des leaders à cause de cela, il faudra revenir dessus ». Une position pour protéger des sociétés françaises comme Mistral AI ou allemandes comme Aleph Alpha. Les négociations pour modifier le texte vers moins de régulation pour ne pas limiter l'innovation n'auront pas abouti.

Des systèmes IA classés en fonction des risques

Mais que contient exactement ce texte ? En premier lieu, il impose des obligations en fonction du niveau de risque des systèmes d'IA. Le document insiste sur ceux jugés à « haut risque » entraînant des préjudices pour la santé, la sécurité, les droits fondamentaux, la démocratie, ... Pour ces systèmes, il sera nécessaire de réaliser une analyse d'impact avant la mise sur le marché. Par ailleurs, une obligation de transparence et d'explicabilité des modèles est mise en place. L'IA Act comprend par ailleurs des systèmes interdits, « les systèmes de catégorisation biométrique utilisant des caractéristiques sensibles (par exemple : opinions politiques, religieuses, philosophiques, orientation sexuelle, race) ». Il y a aussi l'extraction non ciblée d'images faciales sur Internet ou par vidéosurveillance pour créer des bases de données de reconnaissance faciale. Certaines exceptions sont possibles notamment pour les forces de l'ordre. Le texte prévoit par ailleurs la création d'une entité européenne en charge de vérifier la bonne application de l'IA Act et des sanctions financières (jusqu'à 35 M€ ou 7% du CA annuel mondial ou 15 M€ et 3% du CA mondial) en cas de manquement au règlement. Après cette validation par les 27 Etats membres, le texte va revenir devant les co-législateurs pour un vote définitif.

Mots fléchés

Journaux		Gallinacé		Équidé		Clous		Abri douillet	Ori dans les arènes		Bière		Coule de source
Animal de compagnie		Placée				Pour l'actinium			Attachée				
									Patrie des rétais				
Marque de refus				Prendre en notes							Dieu solaire		
Immense				Priver de chef							Choisir démocratiquement		
					Germain	Ancien poème				Détrôné par l'euro			
										Portion de cercle			
Qui ne reste pas de marbre								Grand lac canadien	Métal ménager				Mener à bien
Offert en hommage						Chien de courses							
Le meilleur						Revêtement de sol							
		Encourager							Hurle				
		Draguer							Bac à vaisselle				
Nageoire dorsale	Femme en botte		Maigreux extrême							Issu des urnes			
			Erbium							Devant la matière			
							La première venue Se bidonner (se)				Bonbon	Morceaux de canards	
Sport en stand			Patronyme					Sortis					
			Bâton d'écolier										
L'argon											Sans motif		
Relayer			Dirai		Scorie						Comiques		
								Yacht					
Victoire de Napoléon					Canton suisse				Possessif				Équerre
Grand courage					Fabricant de harnais				Rapace				
								Cible				Col des Alpes	
								Lac des Pyrénées					
Étain du laborantin		À recenser				Volée							
						Exceptionnel							
		Portion		Pli sûr				Crues					Clôture
				Rongeur femelle				Négation					
Poisson de mer								Trou normand			Marque de surprise		
								Esprit			Intra muros		
Copiée illégalement	Instruments de labours								Deviendra				
	Id est								Parcours des yeux				
							Dressai						
Canal						Davantage					Éclos		

Séminaire jeudi à Alger

L'Académie algérienne des Sciences et des Technologies (AAST) organisera, jeudi à Alger, un séminaire sur l'impact du changement climatique sur la santé, annonce, lundi, l'Académie dans un communiqué. La rencontre vise à « informer et sensibiliser le personnel de la santé, les parties prenantes et les décideurs des départements concernés par les effets du changement climatique sur la santé ». La même source a ajouté que des recommandations sur les mesures pratiques visant à prévenir les effets du changement climatique sur la santé seront transmises aux autorités publiques.

PÉTROLE

Le Brent baisse à moins de 77 dollars

Les prix du pétrole fléchissent lundi, l'attention des investisseurs se portant sur l'économie américaine et la dissipation des attentes de baisses de taux imminentes de la Fed. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en avril, baissait de 0,50% à 76,94 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en mars, reculait de 0,65% à 71,81 dollars. Les investisseurs se concentrent davantage sur l'évolution de la situation aux Etats-Unis et sur les attentes concernant la future politique de la Fed" (banque centrale américaine), indiquent les analystes. A la suite de la publication vendredi d'un nouveau rapport très positif sur l'emploi aux Etats-Unis, les investisseurs "ont revu à la baisse leurs prévisions de réduction des taux d'intérêt américains à court terme", d'après les analystes. De plus, la perspective d'une politique monétaire restrictive prolongée soutient le billet vert. Les cours de l'or noir étant libellés en dollars, une appréciation de la devise américaine décourage les achats de pétrole en diminuant le pouvoir d'achat des acheteurs utilisant des devises étrangères.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

Cinq blessés dans un carambolage à Boumerdes

Cinq personnes ont été blessées dans un carambolage entre trois bus de transport de voyageurs et un quatrième transportant des travailleurs, survenu, ce lundi dans la ville de Boumerdes. Selon le chargé de communication de la Protection civile, Hocine Bouchachia, « l'accident s'est produit aux environs de 8h00 au centre-ville de Boumerdes, causant des blessures légères à cinq personnes ». Deux victimes ont été assistées sur place, tandis que les trois autres ont été transférées au service des urgences de la ville de Boumerdes pour un complément de soins, a-t-on ajouté de même source.



UNE DÉLÉGATION DE LA SOCIÉTÉ « BEST FOOD » REÇUE PAR LE DIRECTEUR DE L'AAPI

Des italiens vont produire du blé dur à Touggourt

Par Sirine R

Une délégation de la société italienne «BEST FOOD», conduite par son PDG, M. FEDERICO VECCHIONI et l'ancien Premier ministre italien, M. MASSIMO D'ALEMA, a été reçue par le directeur de l'agence algérienne de la promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, indique l'Agence dans un communiqué. La société italienne s'est montrée prête à mettre en œuvre d'importants investissements agricoles dans le sud algérien, notamment dans le domaine de la production de blé dur et de semences. Le PDG de la société italienne, Federico Vecchione, a expliqué à l'issue de la réunion qui s'est déroulée au siège de l'agence à Alger que « BF » a obtenu l'année dernière un contrat de concession définitive au niveau de la wilaya de Touggourt pour la production du blé dur, soulignant que cela représente « la première étape d'un projet plus vaste et plus important ». Il a ajouté dans des déclarations à la presse : « Nous sommes ici pour travailler à l'expansion du projet à travers d'autres investissements agricoles dans le sud de l'Algérie », en soulignant que la société travaille au lancement d'un investissement « plus important » en Algérie au cours de l'année à venir.

Le même intervenant a souligné que sa société ne se contente pas de produire du blé dur seulement, mais cherche plutôt à étendre son activité en Algérie, en investissant dans la production de semences, d'olives, de fruits et dans les industries agroalimentaires, afin de « contribuer à la réalisation de la sécurité alimentaire de l'Algérie et à l'exportation ». Dans ce contexte, il a confirmé que la société «BEST FOOD», ambitionne, à travers ce projet, d'exporter du blé d'Algérie vers l'Italie. Elle est considérée comme l'un des plus gros consommateurs de blé dur au monde, mais en contrepartie elle n'en produit pas suffisamment. Pour sa part, l'ancien Premier ministre italien, MASSIMO D'ALEM, considérait le projet de la société BF « parmi les plus importants en termes de coopération algéro-italienne, car il s'agit d'un projet stratégique et bénéfique pour les deux pays ». Il a estimé que les investissements de la société «apporteront une contribution significative à l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire en Algérie et offriront également de grandes opportunités au secteur de la production de pâtes alimentaires en Italie». Il a révélé que BM est en train de créer une université spécialisée en agriculture en Italie, et qu'elle est également intéressée par la création d'un centre de recherche et de formation en Algérie, pour

contribuer à l'augmentation de la production agricole à travers le transfert de technologies de production avancées. Quant au directeur de l'AAPI, en l'occurrence, Omar Rekkache, il a expliqué que l'entretien avec la délégation italienne a été «fructueux», soulignant que les projets de la société BF en matière de production de blé dur et de semences sont «très importants pour parvenir à la sécurité alimentaire». Il a souligné que l'agence est prête à accompagner l'entreprise italienne dans la phase de matérialisation de ses investissements. D'autant qu'elle souhaite étendre son activité vers les industries manufacturières. Au cours de cette réunion, la délégation italienne a reçu plusieurs présentations sur le système d'incitation à l'investissement et le rôle de l'agence dans l'accompagnement des investisseurs. Ainsi que les conditions d'octroi du foncier économique destiné à la réalisation de projets d'investissement. Le directeur de l'AAPI a annoncé que l'opération de traitement des demandes d'octroi du foncier débutera jeudi prochain. «Nous annonçons la bonne nouvelle aux porteurs de projets et aux investisseurs que la plateforme numérique des investisseurs sera ouverte jeudi afin de commencer traiter les demandes pour bénéficier de l'immobilier économique», annonce-t-il.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Inauguration du 10^e Salon «Maghreb Pharma 2024»

La 10^e édition du Salon international de l'industrie pharmaceutique en Afrique du Nord "Maghreb Pharma 2024", a été inaugurée, lundi à Alger, avec comme enjeu l'encouragement de la production locale. Cette édition réunit plus de 240 exposants, dont 70 nationaux, représentant 19 pays, et est

ponctuée par des conférences thématiques inhérentes à la production nationale de compléments alimentaires et de médicaments à "haut indice thérapeutique", dont ceux destinés à l'oncologie, ainsi qu'à la promotion de l'exportation des génériques produits localement. Cette manifestation de trois

jours rassemble les fournisseurs de tout ce qui est nécessaire à la production de médicaments en Algérie, a indiqué Olivier-Hicham Allard, directeur général d'Easyfairs Algeria, l'entreprise organisatrice de l'évènement. Il a souligné que l'évènement "reflète le dynamisme impressionnant du secteur de la pro-

duction pharmaceutique en Algérie". Ainsi, il a fait savoir que les fournisseurs exposants proposent aux producteurs nationaux les lignes de production, d'emballage, de conditionnement, des équipements matériels pour les laboratoires d'analyses, des réacteurs biotechnologiques, etc.

CRISE LIBYENNE

Le président Tebboune réitère la position de l'Algérie

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a appelé, lundi, le peuple libyen à faire prévaloir les intérêts supérieurs de la Libye et œuvrer à la réunification des rangs pour une Libye stable et paisible. Dans un discours lu en son nom par la Premier ministre, Nadir Larbaoui, lors de la réunion du Comité de haut niveau de l'Union africaine (UA) sur la Libye qui se tient à Brazzaville en République démocratique du Congo, le président Tebboune a exhorté le peuple libyen « à prendre en

main son avenir et son destin » et « à surmonter le blocage actuel, en reconstruisant les institutions libyennes, en consacrant le libre choix dans l'élection des représentants du peuple à même de rétablir la sécurité et la stabilité ». Rappelant la persistance de la crise libyenne et ses répercussions et complications en raisons des interventions étrangères, le Président Tebboune a appelé ces parties étrangères soucieuses de l'avenir de la Libye à « se rassembler autour de cette voie constructive et à respecter la souveraineté de la Li-

bye », soulignant que « la solution finale doit passer par la consolidation de la souveraineté nationale ». A cet égard, le Président Tebboune a réitéré le refus de l'Algérie de toute ingérence en Libye. « L'Algérie n'accepte aucune ingérence dans les affaires du peuple libyen et appel au respect de sa souveraineté nationale comme elle soutiendra les efforts de toutes les parties concernées pour garantir la paix et la sécurité dans ce pays-frère avec l'objectif d'aller vers des élections et une réconciliation » a déclaré le Président Tebboune, en

appelant à mettre « fin à toute forme de présence militaire en Libye et au retrait de tous les mercenaires, quel que soit leur nom », précisant que « le recours à la force ne ferait que perdurer la crise et exposer le peuple libyen à un danger ». En conclusion, le chef de l'Etat a réitéré le soutien de « l'Algérie aux efforts libyens et aux parties concernées pour parvenir à la sécurité et à la paix en Libye et à la tenue d'élections et la réconciliation libyennes »

Agence